

# La mission Delarageaz en Valais

Décembre 1847 - Février 1848

par  
Françoise ROHRER

## AVANT-PROPOS \*

Louis-Henri Delarageaz fut envoyé comme représentant fédéral en Valais à la fin de la guerre du Sonderbund, pour présider à la reconstitution du canton. Cette mission n'est pas un sujet traité dans les livres d'histoire suisse ; on mentionne simplement le fait en deux ou trois lignes. Un seul historien, Erwin Bucher, en parle avec quelques détails dans un ouvrage fouillé et d'une grande précision : « Die Geschichte des Sonderbundskrieges ». Ce travail a été fort utile au début de nos recherches car il présente une bibliographie très complète et cite de nombreux documents originaux.

C'est donc surtout en remontant aux sources de l'époque que nous avons pu reconstituer la mission du radical vaudois en Valais, et avant tout grâce à une correspondance abondante. Delarageaz, de Sion, ne cessait d'écrire à des destinataires, officiels ou non : au Vorort, à la Diète, aux députés vaudois à cette assemblée, au Conseil d'Etat de Vaud, au *Nowvelliste vaudois*, à sa femme enfin, leur parlant en détail de son emploi du temps. Par souci historique, il conservait précieusement les réponses et demandait parfois à ses correspondants d'en faire autant. Si quelques lettres ont été perdues, si d'autres, comme l'avoue Druet, « ont péri dans un petit incendie » sur sa table, cet échange de courrier est assez complet. Il nous a permis de connaître, par divers recoupements, l'activité et les opinions de Delarageaz pendant les trois mois que dura sa mission. Ces écrits sont pour la plupart conservés au Fonds Delarageaz à la Bibliothèque cantonale et universitaire, BCU, à Lausanne : les lettres

\* Mémoire de licence présenté à la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne en 1970. — En dépit du temps qui s'est écoulé depuis la présentation de ce mémoire, celui-ci a conservé tout son intérêt et, aujourd'hui encore, apporte une contribution originale à l'histoire du Valais. En outre, la *Correspondance* d'Henri Druet, publiée par M. Steiner et A. Lasserre dans la *Bibliothèque historique vaudoise*, n'en est qu'un tome II (Lausanne, 1975 = *BHV*, t. 56) qui s'arrête au 27 octobre 1847. (Réd.)

adressées au député à la Diète Druey et au Conseil d'Etat de Vaud sont déposées aux Archives cantonales vaudoises.

Les journaux de l'époque parlent de la reconstitution du canton du Valais, mais sur la mission elle-même, ils apportent peu d'éléments nouveaux par rapport à ce que nous apprennent les sources précitées. Et encore les journaux valaisans n'en parlent-ils presque pas alors que ceux du pays vaudois sont plus détaillés. Leurs commentaires nous ont particulièrement intéressé, les événements étant déjà connus.

Le *Courrier suisse*, journal conservateur, porte des jugements sévères et pessimistes sur la portée de cette mission et sur la reconstitution radicale du Valais. Le *Novvelliste vaudois*, organe radical, est au contraire bien placé pour donner de nombreuses précisions sur la mission de l'un des chefs du parti auquel il se rattache. Les articles ne sont pas signés, mais il semble, d'après leur style, que le correspondant du Valais soit assez souvent Delarageaz lui-même. Faute de preuves, nous laissons ce dernier point en question. La *Gazette de Lausanne* expose les faits sans juger. Mais elle publie des détails inédits sous la rubrique « Valais - Lettre d'un soldat vaudois » : renseignements précieux sur l'accueil de l'armée fédérale par la population du canton qui vient de capituler, sur les incidents au sein de la troupe, sur les déplacements des diverses unités pendant le désarmement.

Nous avons consulté d'autres sources : les protocoles des séances du Grand Conseil constituant et du Conseil d'Etat du Valais. Ils permettent de savoir avec précision à quel moment l'un ou l'autre des Représentants fédéraux est intervenu, oralement ou par lettre, et dans quelle mesure ses conseils ont été suivis.

Certains documents manquent : les lettres de Delarageaz au gouvernement provisoire ; il semble qu'elles furent dispersées avec tous les autres écrits reçus par le Gouvernement valaisan de 1847 à 1848, époque agitée où l'on était moins porté qu'aujourd'hui à conserver les pièces officielles. Heureusement pour nous, Delarageaz résume toujours ses conseils dans les rapports qu'il envoie à la Diète. L'absence de ces dernières sources n'est ainsi pas trop gênante.

Nous aurions voulu consulter les comptes rendus des entretiens que le Représentant fédéral vaudois eut avec de nombreuses personnes influentes du Valais. Ces conversations n'ont pas fait l'objet de rapports écrits qui auraient aussi présenté l'opinion des interlocuteurs. Nous devons donc nous contenter des allusions de Delarageaz.

Qu'en est-il du personnage lui-même ? Il n'existe aucun ouvrage sur son activité politique et militaire. Quelques notes autobiographiques, classées dans le Fonds Delarageaz, donnent un aperçu de son enfance, de sa jeunesse, de son instruction. Des articles nécrologiques rappellent les diverses étapes de son existence. Là encore, c'est au travers de sa correspondance, toujours vivante, que nous le connaissons.

Sa mission n'est pas unique, qui fut confiée à la même époque à vingt autres hommes politiques fidèles à la Confédération (trois envoyés dans chacun des sept cantons de l'ex-Sonderbund). Aussi bien la mission de Delarageaz ne paraît-elle pas assez originale pour figurer dans les livres d'histoire. Et si elle n'est mentionnée qu'à une ou deux reprises dans les nombreux articles nécrologiques publiés en 1891, c'est d'abord parce que Delarageaz a joué, après le Sonderbund, un rôle de première importance dans la politique vaudoise et aussi parce que son décès est survenu plus de quarante ans après son intervention en Valais. Il est cependant passionnant de savoir comment le radical vaudois a rempli cette mission importante et quelle en fut la portée. Les nombreux conseils du Gouvernement vaudois à Delarageaz permettent en outre d'éclaircir les rapports qui existaient entre les deux cantons pendant cette période.

Les limites mêmes de notre sujet nous obligent à estomper le portrait des deux autres Représentants fédéraux, à laisser dans l'ombre leur activité ; elles nous obligent aussi à passer trop rapidement sur des événements historiques importants, à résumer succinctement les nombreux décrets et arrêtés relatifs à la reconstitution du canton du Valais. Nous ne sous-estimons pas l'importance du travail et des transformations au sein de l'Exécutif valaisan durant l'occupation fédérale, mais le titre même de ce mémoire nous a rendu particulièrement attentif à la mission de Delarageaz.

Nous nous sommes permis de transcrire toutes les citations selon l'orthographe moderne et avons adopté les règles du Guide du typographe romand pour l'ensemble de notre travail. Fera exception à la règle le terme officiel de l'époque de Représentant fédéral, qui gardera son R majuscule.

## ABRÉVIATIONS

### 1. *Sources manuscrites*

ACV	= Archives cantonales vaudoises.
AV	= Archives cantonales du Valais.
BCU	= Bibliothèque cantonale et universitaire, Lausanne.
FD	= Fonds Delarageaz.
Arch. Chanc. Etat	= Archives de la Chancellerie d'Etat de Vaud.

### 2. *Sources imprimées*

Dossier ATS	= Dossier nécrologique des Archives cantonales vaudoises.
RL	= Recueil des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais, 1847-1852, tome VIII, 2 <sup>e</sup> éd.

### 3. *Périodiques*

GdL	= Gazette de Lausanne.
NV	= Nouvelliste vaudois.
GdS	= Gazette du Simplon.



## INTRODUCTION

### LE SONDERBUND EN SUISSE

Dans l'histoire des conflits en Suisse depuis la Réforme, les éléments politiques et les éléments confessionnels se conjuguent ; les uns ou les autres prennent, au gré des circonstances, une importance plus grande, mais non exclusive. L'étude d'un de ces conflits, la guerre du Sonderbund, n'en est que plus complexe.

Sans remonter aux premiers affrontements confessionnels qui aboutissaient à des alliances entre cantons (« der Goldene Bund » en 1586, et plus tard, « der Schachtel-Bund » en 1715), on peut voir une des origines du Sonderbund dans la volonté d'une partie du peuple suisse de reviser le Pacte de 1815. D'autres événements, plus particuliers, viendront s'ajouter à cet important problème. Le Pacte de 1815 marque le retour au fédéralisme, soit à la souveraineté des cantons unis pour leur défense face à l'étranger. Les seules prérogatives de la Confédération se rapportent donc à la politique étrangère et à la défense du pays.

Entre 1815 et 1830, le sentiment national se réveille et l'on se rend compte, dans les milieux intellectuels, de la faiblesse des pouvoirs de la Confédération. Mais les rivalités politiques et confessionnelles, les intérêts divergents des cantons et des groupes sociaux subsistent. Deux tendances extrêmes vont s'affronter, à droite et à gauche d'un noyau libéral. L'une, conservatrice, oriente la politique des cantons primitifs ; nettement cléricale, ultramontaine, elle exerce aussi son influence dans les campagnes des autres cantons et entend maintenir l'ordre ancien. L'autre, radicale, issue de l'aile gauche du parti libéral, est animée par des idées révolutionnaires. Les radicaux veulent des réformes dans tous les domaines et ils lutteront jusqu'en 1848 pour obtenir la révision du Pacte de 1815. Ils considèrent la religion, surtout catholique, comme arriérée ; au nom de la démocratie, ils veulent renforcer la puissance de l'Etat et voient le progrès dans l'abandon d'idées qu'ils jugent rétrogrades. Ils voudraient même créer une république unitaire. La montée du radicalisme depuis 1830, et plus encore de 1840 à 1845, est surtout sensible dans les villes et dans les cantons protestants. La lutte entre le parti radical et le clergé devient de plus en plus violente.

Depuis 1830, l'affrontement entre radicaux et conservateurs, que rejoignent bientôt les libéraux traditionnels, se concrétise à la Diète autour d'un débat passionné sur la révision du Pacte de 1815. A ce problème politique primordial s'ajoutent bientôt trois événements de nature confessionnelle : la suppression des couvents d'Argovie, le rappel des Jésuites à Lucerne et le traité défensif des cantons catholiques. Le fossé qui s'est creusé entre les deux partis rend illusoire une entente qui

permettrait d'apporter une solution à ces problèmes. Le conflit armé devient inévitable.

Précisons brièvement les trois événements qui ont déclenché la guerre du Sonderbund.

Par un décret du 13 janvier 1841, le Grand Conseil du canton d'Argovie ordonne la suppression de tous les couvents existant sur son territoire. Ils avaient été impliqués dans l'insurrection populaire conservatrice du Freiamt et les libéraux du canton les considéraient comme des foyers de résistance. La réaction est violente dans toute la Suisse car le Gouvernement argovien a violé l'article 12 du Pacte de 1815, qui garantit l'existence des couvents. Les protestations ne se font pas attendre et proviennent surtout des cantons catholiques et conservateurs. La Diète elle-même condamne l'attitude du canton d'Argovie, en la déclarant illégale. Cette affaire traîne en longueur et provoque des discussions violentes à cette assemblée. En 1843, le canton d'Argovie consent à rétablir uniquement les couvents de femmes et la Diète considère cette affaire comme réglée. Les cantons catholiques ne sont pas satisfaits de cette solution ; en septembre, ils décident de créer une alliance séparée pour la défense commune de leurs intérêts, sous la direction des chefs du Gouvernement conservateur de Lucerne. En 1844, l'action commune des cantons catholiques est déjà apparente puisqu'ils adressent un manifeste, demandant le rétablissement de tous les couvents d'Argovie.

La même année survient un événement, d'ordre confessionnel aussi, qui découle de cette dernière affaire. Sous l'impulsion de Joseph Leu<sup>1</sup> et Siegwart-Müller<sup>2</sup> qui n'ont pu obtenir gain de cause dans l'affaire des couvents, le Gouvernement conservateur lucernois décide de confier une partie de l'enseignement et des prédications aux Jésuites. Lucerne est Vorort en 1844 et commet une véritable faute politique. On sait combien les Jésuites sont détestés par les libéraux et les radicaux à cause de leurs principes antidémocratiques. Toute la Suisse protestante considère cet appel des Jésuites comme une provocation et craint leur influence future sur la politique fédérale. Une campagne est lancée partout pour leur expulsion de Lucerne, excitant les passions politiques et religieuses des deux partis opposés.

<sup>1</sup> *Joseph Leu* (1800-1845). Agriculteur lucernois, devient chef du parti démocrate clérical à la campagne, député à la Constituante en 1830 et 1841, député au Grand Conseil en 1831. Il émet en 1843 le vœu de faire appel aux Jésuites, ce qui est accepté en 1844. Assassiné le 20 juillet 1845 par un paysan après la deuxième expédition des corps francs.

<sup>2</sup> *Konstantin Siegwart-Müller* (1801-1869). Avocat. En 1839, il sort du parti radical et devient conservateur aux côtés de Joseph Leu. Député au Grand Conseil en 1841. Avoyer et président de la Diète en 1844. Président du Conseil de guerre du Sonderbund de 1845 à 1847. Après la défaite de la ligue séparée, il s'enfuit en Valais, puis en Lombardie.

Les cantons de Berne et de Zurich sont bien décidés à faire expulser les Jésuites de tout le territoire suisse. Ils tentent de renverser le Gouvernement lucernois en organisant successivement deux expéditions de volontaires, le 8 décembre 1844 et le 31 mars 1845. Si les expéditions de corps francs échouent, elles ne sont pas moins lourdes de conséquences : elles avivent plus que jamais la haine des partis conservateurs et radicaux. L'alliance conclue en 1843 entre les six cantons de Lucerne, Fribourg, Uri, Schwyz, Unterwald, Zoug, auxquels s'est joint le Valais en été 1844, devient plus étroite encore. Le 11 décembre 1845 est conclue une alliance défensive entre les sept cantons appelée « Schutzvereinigung ».

Cette association a pour but d'organiser la défense des sept cantons contre toute atteinte à leur souveraineté. Elle institue un Conseil de guerre avec un délégué par canton et ses délibérations restent secrètes.

En mai 1846, on apprend dans toute la Suisse l'existence du Sonderbund, ce qui fait l'objet de débats interminables, à la Diète et dans les cantons. La Suisse ultramontaine s'est séparée de la Suisse libérale.

Cette ligue constitue une violation à l'article 6 du Pacte de 1815 qui interdit toute alliance des cantons entre eux, en dehors de l'alliance fédérale. On apprend en outre que Siegwart-Müller a pris la direction du Sonderbund et qu'il est déjà entré en contact avec des puissances étrangères (France et Autriche) dans le but d'obtenir des armes. Les sept cantons de la ligue font des préparatifs de guerre depuis une année déjà. Dès lors on ne pourra plus arrêter le cours des événements.

La Diète se prépare à décréter la dissolution du Sonderbund, mais n'obtient pas un nombre suffisant de voix : la majorité radicale n'est pas encore atteinte. Il faudra attendre une année, pendant laquelle les sept cantons poursuivent leurs préparatifs.

En 1847, les députés radicaux et libéraux de la Diète sont majoritaires. Berne est Vorort depuis le 1<sup>er</sup> janvier et Ochsenbein<sup>3</sup>, chef radical du Gouvernement bernois devient donc président de la Diète. La séance ordinaire d'été s'ouvre le 5 juillet. On aborde immédiatement la question du Sonderbund. Ochsenbein, dans son discours d'ouverture, attire l'attention des députés sur la gravité des décisions à prendre :

<sup>3</sup> *Johann-Ulrich Ochsenbein* (1811-1890). Avocat bernois. Défenseur du radicalisme. Il commande la première expédition des corps francs contre Lucerne en 1845. Député au Grand Conseil en 1845. Directeur du Département militaire, colonel et second député à la Diète en 1846. Président du Gouvernement bernois et du Vorort du 28 mai 1847 au 31 mai 1848. Chef de la division bernoise de réserve pendant la guerre du Sonderbund. Président de la Commission pour l'élaboration de la Constitution de 1848. Conseiller national en 1848, puis conseiller fédéral. En 1855, il devient chef de brigade en France. Il est rappelé dans ce pays pendant la guerre de 1870-71 comme commandant militaire de Lyon.

Il s'agit de reconquérir la libre vie intellectuelle et de choisir entre le progrès et la stagnation. L'Europe est secouée sur ses fondements ; c'est pourquoi la Suisse doit mettre ses institutions en harmonie avec ses besoins nouveaux. Il faut réviser le Pacte fédéral de 1815, réviser la Constitution. La Suisse n'hésitera pas à sacrifier jusqu'à son dernier homme pour sauver l'indépendance acquise par ses pères (...) <sup>4</sup>.

Siegwart-Müller, dans cette même séance, se fait le porte-parole des catholiques. Ceux-ci n'accepteront pas la révision du pacte si tous les couvents ne sont pas rétablis. Ils désirent que les Jésuites soient tolérés et qu'on ne porte plus atteinte à la souveraineté cantonale.

La proposition d'Ochsenbein obtient pourtant la majorité et le 20 juillet, on vote à la Diète la dissolution du Sonderbund. Cette décision ne semble pas effrayer les représentants des sept cantons. On nomme alors une commission de sept membres, de tendance radicale, chargée d'examiner les modalités d'exécution du décret du 20 juillet. Le 11 août, la Commission des Sept somme les gouvernements du Sonderbund de cesser leurs préparatifs, mais toujours en vain. Le 3 septembre, la Diète vote l'expulsion des Jésuites de Suisse. La Commission des Sept, conciliante, propose l'ajournement des séances de la Diète au 18 octobre. Mais les sept cantons du Sonderbund profitent de ce délai pour inspirer au peuple des intentions plus belliqueuses encore.

La Diète reprend ses séances le 18 octobre et décide d'envoyer d'urgence des commissaires fédéraux auprès des gouvernements des sept cantons. Toutes les tentatives de réconciliation échouent. Le conflit armé est inévitable. La Diète lève une armée de 100 000 hommes. Elle nomme Guillaume-Henri Dufour <sup>5</sup> commandant en chef avec le grade de général. Le 4 novembre, elle décrète officiellement la dissolution de l'alliance séparée par les armes.

Le Sonderbund ne réussit à mobiliser que 30 000 hommes et son Conseil de guerre, dirigé par Siegwart-Müller, donne le commandement de ses troupes au colonel de Salis-Soglio <sup>6</sup>. L'armée de l'alliance séparée est trop dispersée : seules les troupes des Waldstätten sont sous les ordres directs du commandant en chef. Celles de Fribourg sont sous le comman-

<sup>4</sup> Séance de la Diète du 5 juillet 1847 - Recès de la Diète (BCU).

<sup>5</sup> *Guillaume-Henri Dufour*, cf. Edouard Chapuisat : *Le Général Dufour, 1787-1875*.

<sup>6</sup> *Johann-Ulrich de Salis-Soglio* (1790-1874). Originaire des Grisons. Il prend part à la guerre des Alliés en 1813-1814. Chevalier de l'ordre de Saint-Vladimir. En 1830, colonel au service des Pays-Bas. En 1842, colonel fédéral. En 1844, il est envoyé par la Confédération en Valais pour réprimer les troubles. Général de l'armée du Sonderbund en 1847. Rallie l'Etat fédératif à partir de 1848.

dement du colonel de Maillardoz <sup>7</sup> ; celles du Valais, plus isolées encore, obéissent à de Kalbermatten <sup>8</sup>. Les trois chefs ont ainsi beaucoup de peine à coordonner les opérations.

Dufour décide d'attaquer séparément ses adversaires et de les accabler sous le nombre. Il veut éviter le plus possible des effusions de sang et donne des ordres extrêmement stricts à ses troupes. L'armée fédérale, disposant de plus de moyens, est mieux équipée que celle du Sonderbund. Dufour exécute son plan avec rigueur. Si les radicaux trouvent que l'armée fédérale est lente à se mettre en route, ils seront obligés de reconnaître qu'une fois les hostilités ouvertes, l'affaire sera vite terminée.

Le 9 novembre, le premier coup est porté contre Fribourg ; encerclée par les troupes fédérales, la ville ne peut soutenir un siège et capitule le 14 novembre. Cet échec ébranle les six autres cantons qui comptaient sur sa résistance. Le 21 novembre, Zoug suit le sort de Fribourg. Le 24 novembre, Lucerne, le canton directeur du Sonderbund, capitule aussi après une faible résistance et les membres du Conseil de guerre de l'alliance séparée s'enfuient en Valais. Ils espèrent que ce canton résistera en attendant l'intervention étrangère.

Après la capitulation de Lucerne, les cantons primitifs se rendent spontanément : Unterwald le 25 novembre, Schwytz le 26 et Uri le 28. Reste le canton du Valais qui capitule le 29 novembre.

## LE SONDERBUND EN VALAIS

Revenons aux événements du Valais.

Depuis 1830 le Valais est agité par des troubles intérieurs. Le Bas-Valais, de par sa position géographique, est plus ouvert aux idées de l'extérieur et lutte pour son indépendance vis-à-vis du Haut-Valais.

En 1840 un conflit armé éclate et les Haut-Valaisans, en général conservateurs, doivent s'incliner devant les libéraux du Bas-Valais. Mais ces derniers ne restent pas longtemps au pouvoir car une scission les désunit. Les libéraux modérés sont satisfaits de l'égalité civique obtenue,

<sup>7</sup> *Philippe de Maillardoz (1783-1853)*. Originaire de Fribourg. Officier au service de France. Pendant la Restauration, il est lieutenant-colonel dans la garde royale. En 1831, colonel fédéral en Suisse et préfet de Fribourg. En 1847, il est commandant en chef des troupes du canton. On l'accuse à tort après la capitulation de Fribourg d'avoir trahi le Sonderbund.

<sup>8</sup> *Guillaume de Kalbermatten (1793-1875)*. Originaire du Valais. Né en Hollande et mort à Rome. De 1814 à 1836, il est au service de la France et de l'Espagne. De retour au pays, il est commandant des troupes de la « Vieille Suisse » en 1844 dans la lutte contre la « Jeune Suisse ». Général des troupes valaisannes pendant la guerre du Sonderbund. Après la défaite, il passe au service du pape Pie IX comme général de brigade. En 1870, il est membre du Conseil de guerre de l'armée pontificale.

mais les libéraux extrémistes veulent faire triompher leurs idées anti-cléricales. Ils ont créé dans ce but une association : la « Jeune Suisse ». Les conservateurs du Haut-Valais vont créer en 1843 la « Vieille Suisse », qui prendra exactement le contre-pied de la « Jeune Suisse » ; c'est la première organisation conservatrice qui s'impose bientôt dans tout le canton. Cette association a pour but de protéger contre toute attaque la religion catholique romaine dans sa doctrine et dans son exercice. L'opinion ultramontaine gagne du terrain et la majorité libérale du Grand Conseil est renversée aux élections de 1843. Le nouveau gouvernement conservateur ne prend pas assez rapidement le pouvoir en main et les libéraux vont tenter, une deuxième fois, de gagner la partie. Les troubles augmentent dans le Bas-Valais et l'on prend de nouveau les armes dans les deux camps.

Le 18 mai 1844, 800 libéraux armés du Bas-Valais, conduits par Maurice Barman<sup>9</sup> et Alexis Joris<sup>10</sup>, avancent jusqu'à Sion ; ils sont vite battus par les membres de la « Vieille Suisse », qui sont beaucoup plus nombreux et qui les encerclent. Le 20 mai, les chefs de la « Jeune Suisse » décident de se retirer jusqu'à Martigny. Ils sont encore battus au bas des gorges du Trient et mis en déroute. A partir de cette journée, le gouvernement conservateur reprend énergiquement le pouvoir. Il décrète la dissolution de la « Jeune Suisse » et lance un mandat d'arrêt contre les chefs libéraux et radicaux qui se voient condamnés à l'exil. La plupart vont s'établir dans le canton de Vaud ou en Savoie.

Le 6 juin 1844, le Valais adhère à l'alliance séparée conclue en 1843, formant ainsi le septième canton du Sonderbund. Cette décision, prise par le Grand Conseil, et vraisemblablement appuyée par le clergé qui a repris tous ses droits, suit bien la ligne de conduite du parti conservateur cléricale. D'après Borter<sup>11</sup>, elle découle aussi de l'attitude « inamicale » du canton de Vaud, qui sympathise avec le mouvement de la « Jeune Suisse ». L'angoisse de voir une expédition de corps francs vaudois passer la frontière valaisanne renforce encore cette résolution. Les principales raisons de l'adhésion du Valais au Sonderbund sont, bien plus que le désir de rétablissement des couvents d'Argovie ou du maintien des Jésuites en Suisse, la volonté de sauvegarder la souveraineté cantonale et l'intention de lutter contre le radicalisme qui sape les principes de l'ancienne tradition corporative et fédéraliste.

Comme les autres cantons du Sonderbund, le Valais commence ses préparatifs de guerre, réorganise ses troupes et commande des armes, le plus souvent à l'étranger. En 1845 déjà, la caisse de l'Etat est vide. Le Gouvernement valaisan se voit obligé de faire un emprunt assez

<sup>9</sup> Maurice Barman, cf. note 34.

<sup>10</sup> Alexis Joris, cf. note 45.

<sup>11</sup> Borter, p. 323.

important au clergé et obtient un crédit de 50 000 francs auprès des autorités de Turin pour l'achat de nouvelles armes. Il est facile d'imaginer dans quel état financier se trouve le Valais deux ans après, juste avant la guerre.

Au début de l'automne 1847, les cantons de l'alliance ayant décidé de rester sur leurs positions, la guerre est imminente. Le 1<sup>er</sup> octobre, le Conseil d'Etat valaisan adresse un message au Grand Conseil, et le convoque pour le 5 octobre en session extraordinaire.

Le jour dit, Maurice de Courten, tête du parti conservateur et président du gouvernement, prononce un discours d'ouverture très décidé, proclamant la nécessité de rester fidèle à l'alliance séparée pour préserver la foi, l'indépendance et la liberté cantonale :

Nous saurons les faire respecter : la religion dicte notre conduite, la liberté trace nos obligations, notre propre existence, nos devoirs ; l'honneur aussi nous commande.

(...) Nous serons fidèles aux serments que nous avons prêtés.

(...) Une cause si sacrée, qui a conquis les sympathies de tous les amis de l'ordre jusque dans les pays les plus reculés, ne périra pas. Une cause que le Ciel protège ne peut pas périr. Le Dieu trois fois fort, trois fois puissant lui assure le triomphe. C'est en plaçant de nouveau la patrie sous sa protection que je déclare la session ouverte<sup>12</sup>.

Après avoir imploré la protection divine, le président se rassied et meurt d'une attaque d'apoplexie ! La consternation est grande dans l'assemblée et certains députés ont vu dans cette mort subite, rétrospectivement, un signe du destin contre le Sonderbund. La séance se poursuit tout de même et le chanoine de Rivaz qui est aussi un des chefs du parti conservateur fait un rapport sur l'alliance séparée et conclut : « Nous répondrons à la force par la force. » On propose dans l'assemblée de soumettre au peuple la décision de refuser les décrets de la Diète du 20 juillet, du 16 août et du 3 septembre. Avant cette votation populaire, l'évêque de Sion adresse le 7 octobre une circulaire au clergé, ordonnant des prières publiques et des processions pour encourager la population à la résistance. Cette participation active du clergé sera pour les adversaires du Sonderbund un des principaux motifs d'accusation après la défaite.

Le 10 octobre, le peuple accepte de défendre ses intérêts « par la force » à l'écrasante majorité de 12 286 voix contre 257<sup>13</sup>. Le Gouver-

<sup>12</sup> Recès des sessions extraordinaires du Grand Conseil du Valais - (oct. et nov.) ACV : J 275 (Affaires valaisannes).

<sup>13</sup> Recès des sessions extraordinaires du Grand Conseil du Valais (oct. et nov.) - Etat récapitulatif du résultat des votations du 10 oct. 1847 - Annexe : Litt. L.

nement valaisan transmet à la Diète cette décision, stipulée dans le décret du 14 octobre. Il est aussi encouragé par les nombreuses lettres du Conseil de guerre du Sonderbund qui lui donnent des directives. Le Grand Conseil confie les pleins pouvoirs au Conseil d'Etat et lui accorde un crédit illimité pour faire face aux dépenses exigées par les événements. On mobilise la troupe sous le commandement de Kalbermatten qui reçoit le titre de général. Le 18 octobre, le Gouvernement valaisan refuse, comme tous les autres cantons de l'alliance séparée, de recevoir le délégué de la Diète, James Fazy<sup>14</sup>.

Le général de Kalbermatten, qui a environ 5000 hommes sous ses ordres, a tout d'abord des intentions offensives. Il aimerait envahir le canton de Vaud et gagner Fribourg, mais le Gouvernement valaisan hésite devant ce plan quelque peu audacieux. Il nomme un Conseil de guerre, chargé d'examiner le problème. Les discussions entravent l'exécution du plan de Kalbermatten et permettent au colonel Rilliet<sup>15</sup>, commandant de la première division de l'armée fédérale, de prendre les devants et de surveiller les débouchés de la vallée du Rhône, suivant les ordres du général Dufour.

Le commandant des troupes valaisannes concentre ses hommes de Martigny à Vouvry et dispose ses batteries sur le plateau de Vérossaz. Les troupes valaisannes et vaudoises seront ainsi placées face à face pendant cinq semaines. De tous les récits des soldats vaudois ressort la même impression pénible d'un stationnement trop long. De part et d'autre, on aimerait passer à l'offensive. Les plus impatients sont les émigrés valaisans qui forment un corps de la 1<sup>re</sup> division de l'armée fédérale.

Dès la fin d'octobre, les troupes de Kalbermatten manquent de vivres, les réserves du quartier général de Saint-Maurice s'épuisent. La solde doit bientôt être réduite et les hommes sont démoralisés. Les lettres du commandant en chef au Gouvernement valaisan trahissent une angoisse croissante. Il fait savoir au Conseil d'Etat que les désertions sont de plus en plus nombreuses et qu'une émeute a éclaté à Monthey.

L'isolement du Valais est certainement une des causes de la résistance. Il est souvent mal renseigné ; il croit, par exemple, pendant quelques jours, à la victoire de Fribourg sur l'armée fédérale<sup>16</sup>. De plus,

<sup>14</sup> James Fazy (1794-1878). Chef du Gouvernement radical de Genève depuis octobre 1846.

<sup>15</sup> Frédéric-Jacques-Louis Rilliet de Constant (mort en 1856). Originaire de Genève. Officier au service de Napoléon, puis capitaine de la garde suisse de Louis XVIII. Quitte le service de France en 1822. Lieutenant-colonel dans les milices genevoises. Député à la Diète en 1830. En 1846, conseiller d'Etat. En 1847, membre du Conseil de guerre de la Confédération et colonel fédéral. Commandant de la 1<sup>re</sup> division de l'armée fédérale pendant la guerre du Sonderbund. Se retire en 1848 du Gouvernement genevois. Auteur de romans, de récits sur le Valais et sur ses campagnes. Officier de la Légion d'honneur.

<sup>16</sup> Gazette du Simplon - art. du 16 novembre 1847.



quelques chefs du Sonderbund se réfugient sur son territoire après la capitulation de Lucerne et l'engagent à attendre l'intervention étrangère.

Toutefois, en apprenant l'effondrement de la résistance des six autres Etats de Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald, Fribourg et Zoug, les chefs militaires et politiques valaisans doivent se rendre à l'évidence : la poursuite de la lutte n'a plus aucune chance de réussir.

Le 27 novembre, Rilliet reçoit l'ordre d'entrer en Valais et adresse une proclamation au peuple, l'invitant à se rendre. Le jour suivant, le Gouvernement valaisan décide de se retirer de l'alliance séparée et envoie auprès du colonel fédéral deux commissaires pour lui faire part de ses résolutions. La capitulation du dernier canton de la ligue est signée le 29 novembre à Bex.

Vingt-cinq jours après le décret de la Diète, qui annonçait la dissolution du Sonderbund par les armes, la ligue n'existe plus. La campagne dans toute la Suisse a coûté aux deux camps 104 morts et 374 blessés. La victoire militaire est suivie de mesures politiques : les cantons vaincus doivent élire des gouvernements radicaux et expulser les Jésuites. Pour assurer l'unanimité nécessaire à la révision du Pacte de 1815, la Diète envoie trois représentants dans chacun des cantons vaincus. Le 2 décembre, elle choisit ses représentants pour le Valais : Louis-Henri Delarageaz, Emil Frey<sup>17</sup> et Stefano Franscini<sup>18</sup>.

<sup>17</sup> *Remigius Emil Frey* (1803-1889). Privat-docent de droit à l'Université de Bâle de 1826 à 1831 et juge au Tribunal de Bâle. En 1830, il prend parti pour Bâle-Campagne contre la ville de Bâle. Député à la Diète. S'occupe de la constitution de l'Etat de Bâle-Campagne. Envoyé comme commissaire fédéral en Valais de décembre 1847 à février 1848. Député au Conseil national de 1848 à 1851 et au Conseil des Etats de 1863 à 1867. Conseiller d'Etat en 1854, président du Conseil d'Etat de 1855 à 1856.

<sup>18</sup> *Stefano Franscini* (1796-1857). Professeur tessinois. Un des principaux auteurs de la réforme constitutionnelle de 1830. Il a écrit plusieurs ouvrages en italien à ce sujet. Conseiller d'Etat de 1837 à 1845 et de 1847 à 1848. Député à la Diète en 1841, 1843, 1845. Membre du premier Conseil national, il est élu conseiller fédéral le 16 novembre 1848.

I

## NOMINATION DE DELARAGEAZ COMME REPRÉSENTANT FÉDÉRAL

### BIOGRAPHIE

Louis-Henri Delarageaz est né à Préverenges le 9 octobre 1807, de l'union de François-Samuel et de Louise-Georgette-Henriette Moyard. La famille Delarageaz, anciennement « de la Ragiaz » est fixée à Préverenges depuis 1607. Son père, bourgeois de la localité, est secrétaire de la Municipalité et assesseur de paix. Sa mère appartient à une bonne famille paysanne et Louis-Henri, qui n'a que des sœurs, est destiné à succéder à la famille de sa mère comme agriculteur ; son instruction et son éducation sont donc un peu négligées, dira-t-il lui-même<sup>19</sup>. Il vit ses premières années avec les enfants du village, fréquente ensuite l'école primaire de Morges où il s'ennuie. Plus tard, il est confié à une institution privée ; mais l'enseignement n'y est pas meilleur. Ses parents le replacent à l'école primaire, de Préverenges cette fois, jusqu'à l'âge de quatorze ans.

En juin 1821, un séjour à Zofingue lui sera profitable. Un fils de la famille qui l'accueille fait des études de théologie. Il apprend à Louis-Henri les bases du latin, lui donne des leçons de mathématiques, éveille ainsi en lui le goût de l'étude. Revenu dans sa famille dès l'automne, il a la ferme intention de suivre le Collège. Ses parents l'en dissuadent, disant que les études ne sont pas nécessaires pour être agriculteur. Il reprend le travail des champs sans grand enthousiasme et s'intéresse de plus en plus à la mécanique et aux machines de guerre.

A dix-sept ans, il aide par hasard des géomètres sur la route Lausanne-Genève. Conquis par ce travail, il décide de se lancer dans le métier d'arpenteur. Dès lors, il étudie seul les mathématiques, la géométrie, l'algèbre. Il avoue négliger ses travaux agricoles pour s'instruire, même en gardant le bétail !

Dès l'automne 1824, il est engagé comme aide et copiste au secrétariat de la Commission des travaux publics à Lausanne. L'été suivant, il commence son stage de commissaire arpenteur. Jusqu'en 1830, le jeune homme va passer ses étés à la campagne et ses hivers à Lausanne où, externe à l'Académie, il suit des cours de droit, de mathématiques et de chimie. Il travaille aussi chez un notaire, mais échoue à ses examens dans cette branche. Il se contente de son titre d'arpenteur, obtenu en 1831.

<sup>19</sup> Notes autobiographiques - FD : K1.

Durant ses études supérieures, Delarageaz n'a cessé de ressentir l'insuffisance de ses connaissances de base et « le vide que produit une instruction manquée »<sup>20</sup>. Heureusement son bon sens et son esprit d'observation lui ont permis de combler ce vide. On peut le considérer comme un autodidacte, au même titre que Druey<sup>21</sup> et d'autres de ses contemporains qui n'avaient pas eu le privilège de recevoir un enseignement satisfaisant au début de leur scolarité.

A Lausanne, il fait de nombreuses connaissances, s'intéresse très vite à la politique du canton de Vaud et de la Suisse, lit les journaux, suit parfois les séances du Grand Conseil. Entraîné par quelques courants d'idées révolutionnaires, il assiste à des réunions où toute l'organisation politique est remise en question. De plus en plus, on constate que la Constitution de 1814 ne correspond plus aux idées de liberté et d'égalité.

De 1831 à 1841, on ne sait presque rien des activités de Delarageaz. Les seuls événements que nous connaissons concernent sa vie privée. Le 24 avril 1835, à Ecublens, il épouse Louise-Charlotte-Françoise Bron. Elle lui donnera trois fils : Auguste-Louis, mort en bas âge, Louis-Charles né en 1837 et Alexis-David-Henri né en 1844.

A trente-quatre ans, en 1841, Delarageaz entre dans la vie publique. Il est élu député du cercle d'Ecublens au Grand Conseil, renforçant la minorité démocratique avancée. D'emblée, il est au premier rang dans la campagne que mènent les conseillers d'Etat Druey et Blanchenay<sup>22</sup> contre leurs collègues de la majorité conservatrice. Il fait figure d'extrémiste, citant Proudhon<sup>23</sup> avec lequel il entretient des relations épistolaires.

Delarageaz se rend vite compte que l'opinion démocratique est loin d'être représentée au Législatif selon son importance dans le canton. Dès 1842, il se propose de fonder une société politique qui sortirait de leur isolement les démocrates vaudois et, les regroupant, assurerait l'efficacité de leur action. Il doit surmonter de nombreuses difficultés, mais son énergie et sa force de persuasion finissent par faire adopter son projet. Le 29 décembre 1844, l'« Association patriotique » tient sa première séance, présidée par Henri Fischer<sup>24</sup>. Delarageaz en est le secrétaire. L'assemblée décide de prendre sous son patronage le *Nouvelliste vaudois*, qui ne craint pas d'attaquer le parti conservateur. L'Association patriotique organise des réunions populaires dans diverses villes du

<sup>20</sup> Notes autobiographiques - FD : K1.

<sup>21</sup> Cf. A Lasserre : Henri Druey, fondateur du radicalisme vaudois et homme d'Etat suisse.

<sup>22</sup> Louis Blanchenay (1800-1881). Conseiller d'Etat de 1833-1861 ; conseiller national de 1848-1860. Un des premiers radicaux.

<sup>23</sup> Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865). Théoricien socialiste français.

<sup>24</sup> Henri Fischer. Libraire et éditeur (radical) à Lausanne. Rédacteur du *Nouvelliste vaudois* ; conseiller d'Etat de 1845-1859.

canton et lance une campagne demandant l'expulsion des Jésuites de Lucerne.

L'influence de Delarageaz devient encore plus importante dès 1845. Il participe activement à la révolution vaudoise des 14 et 15 février de cette année. A la tête des patriotes rassemblés à Montbenon, il monte à la Cité pour renverser le gouvernement. Le Grand Conseil a refusé, en effet, de s'associer aux 32 000 pétitionnaires qui exigent le renvoi des Jésuites de Lucerne.

Après la démission du Conseil d'Etat, il aurait dû faire partie du gouvernement provisoire radical nommé à Montbenon. On criait en effet : « Et Delarageaz ? Delarageaz ? » Déclinant cet appel, il déclare avec modestie :

Appelé dans cet instant à la composition de la liste des membres du gouvernement provisoire, il ne m'a pas paru convenable que mon nom y figurât ; d'autres plus capables devaient obtenir la préférence. Si j'ai apporté un grain de sable à la constitution de notre édifice national, la conscience d'avoir fait mon devoir doit me suffire (...) <sup>25</sup>.

Quelques jours plus tard, il est élu conseiller d'Etat par le Grand Conseil. Les qualités de ce nouveau conseiller ressortent bien dans un article élogieux qui paraîtra après sa mort en 1891 dans le *Journal de Genève* <sup>26</sup> :

M. Druey était le théoricien pontifiant du nouveau régime ; M. Blanchenay en était l'administrateur, M. Briatte <sup>27</sup> le décor, M. Delarageaz en fut le tacticien, l'homme d'action, le chef effectif. Il était merveilleusement doué pour ce rôle. Bon enfant avec tout le monde, familier, se rappelant toutes les figures et tous les noms, la main toujours tendue, l'accent vaudois soigneusement cultivé ; avec cela d'une finesse et d'une rapidité d'esprit remarquables, d'une mémoire peu commune, il incarnait les qualités comme les défauts du caractère national.

Son tempérament d'« homme d'action », de « tacticien » s'était certainement développé au cours de son instruction militaire. En 1847, après avoir suivi la filière normale, Delarageaz est en effet officier d'artillerie.

<sup>25</sup> FD : K III (manuscrit p. 62).

<sup>26</sup> *Journal de Genève* - art. du 17 mars 1891. Dossier ATS (ACV).

<sup>27</sup> Georges-François Briatte (1805-1877). Avocat, député au Grand Conseil. Participe à la révolution de 45. Conseiller d'Etat de 1845-1861. Président du Conseil d'Etat en 1849 et 1853.

Tel se présente le personnage au moment de la guerre du Sonderbund<sup>28</sup>.

### MOTIFS DE SA NOMINATION

En octobre 1847, les événements se précipitent ; le conflit armé devient inévitable. Le Conseil d'Etat de Vaud, dans sa séance du 16 octobre<sup>29</sup>, décide après délibération d'autoriser ses membres à être enrôlés en cas de guerre dans l'armée fédérale. Il désigne Delarageaz comme chef de l'artillerie de la 2<sup>e</sup> division de l'armée vaudoise. Le 8 novembre<sup>30</sup>, le Conseil d'Etat reçoit du Directoire fédéral le brevet du radical vaudois : il vient d'être nommé lieutenant-colonel dans l'état-major fédéral de l'artillerie. En même temps que Charles Veillon<sup>31</sup>, nommé colonel fédéral, Delarageaz est immédiatement assermenté ; le Gouvernement vaudois propose qu'il fasse partie de la division Rilliet.

Les deux hommes abandonnent provisoirement leurs fonctions de conseillers d'Etat. Le premier, pour rejoindre l'état-major de la division Rilliet, à Moudon, puis à Fribourg. Le second, pour prendre le commandement d'une brigade de cette même division à Vevey.

Ce n'est pas la première fois que Delarageaz se rend dans le canton de Fribourg. Vers le 20 octobre, il y avait été envoyé comme commissaire fédéral. Lors de cette première mission, il devait entrer en négociations avec le gouvernement de ce canton pour l'avertir des dangers qu'il courait en refusant la dissolution du Sonderbund. Toutes les démarches des commissaires fédéraux entreprises dans ce sens avaient échoué auprès des cantons de l'alliance séparée.

Le lieutenant-colonel participe à la prise de Fribourg et se heurte, une fois encore, à la résistance des conservateurs. Rentré à Lausanne après la capitulation du canton, il voit clairement sur quelles bases devrait se faire la reconstitution de Fribourg. Il fait part de ses idées à Druey, député à la Diète, dans une lettre datée du 20 novembre 1847<sup>32</sup>. Une grande faute, écrit-il, a été commise, car la nomination du gouvernement provisoire et la dissolution du Grand Conseil ne sont pas issues de la volonté de la majorité des citoyens. Delarageaz lui-même avait proposé d'adresser un manifeste au peuple, de fixer une date pour la convocation d'une assemblée populaire, mais son conseil ne fut pas écouté. Avant de quitter Fribourg, dit-il encore, il avait rendu attentif le gouvernement provisoire à la nécessité de reconstituer son armée, de « nommer des chefs attachés au nouvel ordre des choses » et

<sup>28</sup> La fin de la biographie de Delarageaz se trouve en annexe I.

<sup>29</sup> Arch. Chanc. Etat - vol. 143 - séance du 16 oct. 47.

<sup>30</sup> Arch. Chanc. Etat - vol. 143 - séance du 8 nov. 47.

<sup>31</sup> *Charles-Louis-Albert Veillon* (1809-1869). Frère de Frédéric, colonel, avocat député au Grand Conseil dès 1845 - conseiller d'Etat de 1845-1862. Colonel - chef de l'infanterie vaudoise (pendant le Sonderbund).

<sup>32</sup> Lettre de Delarageaz à Druey du 20 nov. 47 - ACV : K III.

de réorganiser l'instruction publique<sup>33</sup>. L'énergie, l'esprit catégorique qui se dégagent de cette lettre ont certainement motivé la décision prise quelques jours plus tard par les députés à la Diète : Delarageaz se voit confier la mission qui fait l'objet de notre étude.

Au moment de son retour à Lausanne, le Conseil d'Etat vaudois est alors préoccupé des événements à la frontière valaisanne. Tant que duraient les hostilités en territoire fribourgeois, le Gouvernement vaudois n'avait pas poussé à une intervention en Valais ; mais dès le 15 novembre, le lendemain de la capitulation de Fribourg, le Conseil d'Etat de Vaud pense que le moment est opportun. En l'absence du président Blanchenay, le vice-président du Conseil d'Etat Delarageaz écrit à Berne au député Druey, qui fait en même temps partie du Conseil de guerre fédéral. Il lui donne presque chaque jour des nouvelles de la position des troupes de part et d'autre de la frontière Vaud-Valais. Une complication surgit, provoquée par le corps des réfugiés valaisans qui ne peuvent plus calmer leur impatience. Maurice Barman<sup>34</sup> qui dirige ce corps et qui est en outre adjudant de Rilliet a un comportement ambigu. Il informe son commandant et le Gouvernement vaudois des intentions belliqueuses de ses compatriotes, mais ne décourage pas les volontaires. Il aimerait passer lui-même à l'offensive. Delarageaz se voit obligé de lui défendre d'agir avant l'arrivée du colonel Rilliet et lui donne des ordres sévères pour éviter des manœuvres désordonnées.

Le 28 novembre, accompagné de quatre membres du Conseil d'Etat, Delarageaz est à Aigle pour accueillir le commandant de la 1<sup>re</sup> division. Les cinq représentants du Gouvernement vaudois sont aussi là pour l'inviter à conduire promptement l'expédition contre le Valais afin d'épargner au canton de Vaud une véritable occupation et à la Confédération des frais inutiles.

Le lendemain 29 novembre, les membres du Conseil d'Etat se trouvent à Bex pour une inspection et apprennent la nouvelle de la capitulation du dernier canton de la ligue séparée. Dans une lettre datée du 25 novembre, Delarageaz avait reçu un avertissement confidentiel de Druey :

(...) il est entendu que lorsque le Valais sera occupé, vous serez nommé comme Représentant fédéral dans ce canton (...) <sup>35</sup>.

Il ne reprend donc pas le chemin du retour avec ses collègues, mais se prépare à sa nouvelle mission.

<sup>33</sup> Lettre de Delarageaz à Druey du 20 nov. 47 - ACV : K III.

<sup>34</sup> *Maurice Barman* (1808-1878). Chef militaire valaisan de la « Jeune Suisse ». A conduit en 1844, la colonne des libéraux battue au Trient. Chef du nouveau Conseil d'Etat de 1848 à 1853. Conseiller national de 1848-1857.

<sup>35</sup> Lettre de Druey à Delarageaz du 25 nov. 1847 - FD : C 109.

Le conseiller d'Etat vaudois semble être l'homme qu'il faut pour mener à bien cette tâche difficile. On ne l'a pas choisi au hasard. Ses tendances politiques, sa rapide promotion militaire sont les principales raisons de sa nomination. En outre, ses qualités d'homme ont eu leur influence : l'énergie, l'esprit de décision, le contact facile, la discrétion enfin.

A la Diète, on a constaté dans ses rapports militaires qu'il connaissait bien la situation du Valais. Les députés ont lu ses critiques sur la réorganisation du canton de Fribourg ; son expérience les a frappés. Ces derniers le choisissent donc comme un de leurs représentants. D'après une lettre du 27 janvier 1848, il semble que ce soit Druey lui-même qui ait proposé Delarageaz <sup>36</sup>. Il est élu à l'unanimité, comme les deux autres envoyés en Valais. L'acte de nomination est daté du 2 décembre :

Nous les députés des Etats confédérés réunis à la Diète ordinaire à Berne avons nommé Représentants fédéraux pour le Valais :  
Messieurs

S. Franscini - conseiller d'Etat du canton du Tessin

L.-H. Delarageaz - conseiller d'Etat du canton de Vaud

Dr E. Frey - président du Tribunal d'appel du canton de Bâle-Campagne.

qui auront à agir selon les instructions que la Diète leur donnera. Nous invitons toutes nos autorités civiles et militaires à reconnaître ces dits Représentants avec l'autorité que nous leur avons attribuée et à accorder créance complète à tout ce qu'ils diront en notre nom (...) <sup>37</sup>.

#### BUT DE SA MISSION

Le Sonderbund est écrasé. L'armée fédérale a accompli son devoir. C'est à la Diète qu'appartient maintenant la direction politique des événements. On sait que Siegwart-Müller avait conjuré les cantons de la ligue séparée de ne pas céder et d'attendre l'aide des pays voisins. La Diète n'avait pas été renseignée avec précision à ce sujet, mais voulait éviter à tout prix l'ingérence des puissances étrangères dans cette affaire. Dans les derniers jours de novembre à Berne, des bruits courent quant à la possibilité d'une médiation étrangère.

Dès lors, la Diète va s'efforcer d'écarter les gouvernements du parti du Sonderbund et de les remplacer par des autorités fidèles à la Confé-

<sup>36</sup> Druey explique les causes du « vent glacé » qui souffle de Lausanne à Sion : Tout cela tient et aux nominations de colonels fédéraux et surtout à celles de Représentants fédéraux. C'est à cela qu'il faut attribuer votre non-élection à la présidence du Conseil d'Etat, la froideur de quelques-uns de nos collègues à votre égard, et envers moi qui suis (s)ensé avoir fait ces nominations qui ont arrêté tant de jalousies, blessé tant de susceptibilités. - FD : C 214.

<sup>37</sup> Acte de nomination - FD : C 121.

dération pour rendre l'intervention plus difficile. De toutes manières, les gouvernements conservateurs se sont laissé submerger par les événements ; ils ont été amenés les uns après les autres à capituler et ne jouissent plus de la confiance du peuple. La mesure qui s'impose est donc la reconstitution des cantons et l'organisation de nouvelles élections pour toutes les autorités de la ligue séparée. La Diète, dans un arrêté du 2 décembre, met en outre tous les frais de guerre à la charge des cantons vaincus. Le paiement des frais de guerre est un problème délicat, qui est en fait lié à la reconstitution des cantons. Pour que ces opérations s'effectuent de façon uniforme, la Diète décide d'envoyer trois représentants par canton de l'ancien Sonderbund. En les choisissant, elle veille à ce que les deux confessions soient représentées. Chacun reçoit les ordres de l'autorité fédérale dans une instruction secrète, oralement ou par écrit.

Avant tout, les envoyés sont chargés de prendre des mesures garantissant l'intérêt de la Confédération. Ils doivent agir en vue d'une pacification durable du canton. On leur conseille de travailler en secret pour que les gouvernements tombent d'eux-mêmes. Après la chute de ces autorités, ils essaieront d'influencer les élections des nouveaux Grands Conseils, qui nommeront plus tard les Exécutifs. Les lois assureront autant que possible un libéralisme homogène, respectant cependant les particularités de chaque canton. Il leur faudra aussi susciter l'instruction de procédures d'urgence pour le jugement des instigateurs du Sonderbund et pour assurer à la Confédération le paiement des frais de guerre.

Delarageaz est déjà en Valais, le 3 décembre, lorsqu'il est informé de sa nomination, par des lettres de la Diète et du Conseil d'Etat de Vaud. Le même jour, il reçoit un envoi confidentiel de Druey qui l'instruit avec précisions sur sa mission. Lorsque la Diète avait délibéré des mesures à prendre dans les cantons occupés, le député vaudois était parmi les plus intransigeants. On trouve cependant dans sa lettre beaucoup plus de modération.

Cette lettre exprime bien le but de la mission des trois Représentants en Valais et nous n'hésitons pas à la citer, presque entièrement <sup>38</sup> :

*Je suis chargé par la Commission de la Diète de vous donner, et par vous à vos collègues, le sens confidentiel des instructions que vous recevrez.*

*Vous savez que, dans les cérémonies et autres manifestations publiques, les Représentants fédéraux portent l'épée et le tricorne avec l'habillement noir. Vous avez un huissier portant le manteau aux couleurs du Vorort en service. Cet huissier est à votre nomination, ainsi que le secré-*

<sup>38</sup> Lettre de Druey à Delarageaz - 1<sup>er</sup> déc. 1847 - FD : C 114 et Bucher pp. 456 à 459.



taire. La Chancellerie fédérale vous enverra un manteau pour l'huissier.

Vous ferez au président de la Diète des rapports toutes les fois que ce sera nécessaire. Les rapports sont de deux espèces :

1. Les rapports officiels, ostensibles, signés des trois Représentants ou de ceux qui sont sur place, car l'on peut agir en l'absence des autres.
2. Les rapports confidentiels où vous indiquerez ce qui n'est pas du ressort de la publicité et qu'on ne pourrait par exemple pas mettre sous les yeux des députés de Neuchâtel. Il ne faut pas craindre d'écrire.

Les Représentants fédéraux doivent éviter tout ce qui pourrait faire supposer qu'ils reconnaissent le Gouvernement actuel du Valais (l'ancien Gouvernement du Sonderbund). Ainsi il ne faut pas lui faire visite ni à son président ou à ses membres, ou recevoir ses visites ; si elles sont indispensables, c'est à titre particulier et non officiel. Il faut aussi éviter de lui écrire. Si la nécessité oblige que ce soit comme à un gouvernement de fait.

Le but essentiel de votre mission, c'est :

1. De faire ratifier la renonciation du Valais au Sonderbund, par l'autorité qui l'a définitivement sanctionné ; ainsi faire voter cette renonciation par le peuple ou les communes, si le peuple ou les communes ont donné leur sanction au Sonderbund ou à la résistance aux arrêtés de la Diète ; si non, la ratification de la capitulation par le Grand Conseil suffit.
2. D'amener coûte que coûte le Valais à voter l'expulsion des Jésuites et de tous les ordres affiliés. Il importe que dans les considérants, on déclare agir en conformité de l'arrêté de la Diète du 3 septembre 1847 ordonnant l'expulsion des Jésuites de la Suisse entière et interdisant leur admission ou introduction à l'avenir. Le décret de Fribourg est un bon modèle à suivre.
3. D'amener la chute du Gouvernement actuel du Valais, s'il n'est déjà culbuté à votre arrivée. Reconnaître le gouvernement provisoire qui aura été nommé par le peuple, soit dans une (grande) assemblée populaire, soit de toute autre manière admissible. Si vous trouvez l'ancien gouvernement encore sur pied, faites ce que vous pourrez pour aider à le renverser, ou le faire renverser par les Valaisans et amener un gouvernement populaire, d'abord provisoirement, ensuite définitivement. Vous devez agir par des conseils, des encouragements, ici comme pour l'expulsion des Jésuites, afin qu'il ne soit pas dit que la Diète ou les Représentants aient empiété sur la souveraineté cantonale. Il faut éviter les changements de constitution qui ne sont pas nécessaires.
4. D'exécuter l'arrêt que la Diète prendra touchant le paiement des frais de guerre. L'essentiel est de battre le fer pendant qu'il est chaud, de ne pas perdre, comme à Fribourg, un temps précieux :

*car l'ennemi relèvera bientôt la tête si l'on ne procède pas avec énergie et rapidité ; en même temps avec prudence et en évitant tout ce qui serait impopulaire ; par exemple empêchez les atteintes à la religion, au culte, à ses ministres, à moins que ce ne soit le peuple catholique qui fasse passer la justice de Dieu.*

*Voilà en gros le sens de vos instructions, notamment de ce qui sera probablement l'article 3, savoir la pacification du pays, le rétablissement de l'ordre et de la sûreté intérieure de la Suisse, etc... Le second paragraphe dudit article doit jouer un grand rôle. Ce n'est qu'en cas de nécessité qu'il faut faire à la Diète des propositions. Donnez-nous plutôt des faits accomplis.*

*Il faudra qu'en cas de besoin les Représentants fédéraux tiennent tête aux chefs militaires qui agiraient dans un autre esprit. Faites-leur comprendre et, s'il le faut, sentir que vous êtes au-dessus d'eux en tout ce qui n'est pas purement militaire. Ainsi c'est aux Représentants à permettre ou à refuser les assemblées populaires, la plantation des arbres de liberté et nullement à Messieurs les colonels ou les généraux. Il en est de même de la mise en état de siège.*

*Comme moyens d'action, vous aurez, ainsi qu'il est dit plus haut, les conseils, les encouragements, les manifestations publiques au besoin. Empêchez les libéraux du Valais de faire des bêtises.*

*Ce qui rentre dans les moyens d'action, c'est la propagation et affiche dans tout le Valais des proclamations et autres pièces officielles de la Diète (...) <sup>39</sup> : Encouragez la plantation des arbres de liberté. S'il le faut, vous pouvez convoquer des assemblées du peuple, générales et partielles, et leur parler. Il sera bon aussi de parcourir un peu le pays en voiture à quatre chevaux, huissier sur le siège avec son manteau.*

*Un grand moyen de persuasion sera de faire comprendre à qui de droit que l'occupation militaire du Valais et à ses frais ne cessera que lorsqu'il aura fait ce qui est à faire et qui est indiqué plus haut. Les adversaires du gouvernement feront bien de faire sonner haut, très haut les frais occasionnés par le Sonderbund, les Jésuites (qui en étaient l'âme) et l'ancien gouvernement.*

*Les ordres ne pourraient être plus précis. Delarageaz sait exactement au-devant de quoi il va et s'efforcera de mettre en pratique chacun des points essentiels de cette mission.*

<sup>39</sup> 1. Proclamation de la Diète au peuple et aux autorités cantonales des sept Etats du Sonderbund (20 oct. 1847). 2. Décret du 4 nov. 1847 ordonnant l'exécution armée des arrêtés de la Diète contre le Sonderbund. 3. Proclamation de la Diète à l'armée suisse (4 nov. 1847). 4. Exposé de la Diète au peuple suisse (4 nov. 1847) + Recueil des pièces officielles concernant le Sonderbund. - Le tout dans les deux langues.

## II

### LES PREMIERS JOURS DE L'OCCUPATION FÉDÉRALE

#### ENTRÉE DES TROUPES FÉDÉRALES EN VALAIS

La capitulation est signée le 29 novembre à Sous-Vent près de Bex, à dix heures du matin, entre le colonel Rilliet, agissant au nom du général Dufour, et MM. Henri Ducrey et Antoine-Louis de Torrenté, munis des pouvoirs du Gouvernement valaisan. Elle est ratifiée le même jour par le Conseil d'Etat du Valais. L'article 2 prévoit que les troupes fédérales occuperont le canton vaincu dès le 30 novembre et que leur nombre ne dépassera pas 3000 hommes. Rilliet s'en tient à ces décisions puisqu'il fait rétrograder le 30 novembre la brigade Egloff, de Berne, qui venait seconder les troupes romandes. Pour éviter des désordres et par égard pour le peuple valaisan, le commandant genevois proclame un ordre du jour :

Soldats confédérés de la première division, vous allez occuper le canton du Valais.

Rappelez-vous de deux choses :

1. c'est que ce peuple a été trompé et qu'il est malheureux ;
2. que vous y entrez sans combattre.

Ces deux pensées vous rendront soumis, disciplinés et compatissants...<sup>40</sup>

Dans son premier rapport à la Diète, daté du 8 décembre 1847<sup>41</sup>, Delarageaz donne tous les détails concernant la capitulation et le début de l'occupation fédérale. Il précise que les troupes sont entrées le 30 novembre au matin en trois points : la Porte-du-Scex, le pont de Collombey et le pont de Saint-Maurice ; d'après lui, le désarmement des dizains du Bas-Valais commence tout de suite et s'opère sans difficulté. Le seul incident notable relaté par le conseiller d'Etat vaudois est la désobéissance des patriotes valaisans, qui formaient un corps de l'armée fédérale. Ceux-ci désiraient rentrer dans leur canton en précédant les Confédérés. Rilliet accède à leur demande et les licencie le 29 novembre, en leur ordonnant toutefois de déposer les armes et de regagner leur foyer. Enfreignant ces ordres, le corps valaisan traverse le Rhône et marche en armes jusqu'à Sion. Le 1<sup>er</sup> décembre, à une heure du matin, il

<sup>40</sup> Ordre du jour du 29 novembre 1848 - Rilliet : annexe N° 44, pp. 205 et 206.

<sup>41</sup> Rapports des Représentants à la Diète (Valais) - ACV : J 275.

s'empare de l'Hôtel de Ville, siège du gouvernement, dont il reste maître pendant vingt-quatre heures. Delarageaz précise bien qu'il n'y eut « aucun acte de violence, commis soit contre les personnes soit contre les propriétés ».

Il ne parle pas de l'accueil des troupes confédérées, qui mérite notre attention. La *Gazette de Lausanne* publie à ce sujet la lettre d'un soldat vaudois :

(...) depuis la Porte-du-Scex, nous avons été très bien reçus. La première maison du village des Evouettes avait à une fenêtre un beau tablier brodé blanc, pendu à une perche. Il figurait un drapeau en signe de paix. Plus loin, à l'auberge, il y en avait un rouge avec la croix fédérale. Là des femmes nous attendaient avec des plateaux surchargés de vivres, de vin ; elles nous ont reçus au cri de vive les Vaudois ! Il y a longtemps qu'on vous attend, vive nos libérateurs ! <sup>42</sup>

Urbain Olivier, dans ses « Journaux de route », fait à peu près le même récit ; il ajoute une remarque sur la population valaisanne :

(...) c'est sûr que ce peuple-ci a été malmené et tenu au secret, cela se voit tout de suite ; mais il est doux, résigné, honnête et plutôt craintif que le contraire <sup>43</sup>.

Toujours selon le rapport de Delarageaz, les troupes fédérales avançaient lentement jusqu'à Sion, comme cela avait été convenu au moment de la capitulation, pour laisser aux citoyens valaisans le temps de se réunir en assemblée populaire.

Entre-temps, pendant leur marche sur Sion, le corps des patriotes s'est constitué en « comité patriotique ». Il a lancé un appel à toute la population, l'invitant à bannir tout sentiment de haine et de vengeance à l'égard des Confédérés, et lui demandant de se rassembler le 2 décembre dans la capitale du canton.

## ASSEMBLÉE POPULAIRE DU 2 DÉCEMBRE 1847

Les citoyens du Bas-Valais et du Centre répondent assez nombreux à la convocation signée par leurs compatriotes <sup>44</sup>. Ceux du Haut-Valais ont en revanche souvent été avertis trop tard.

<sup>42</sup> GdL : article du 7 décembre 1847 - (N° 98).

<sup>43</sup> Urbain Olivier : *Journaux de route* - lettre du 29 nov., envoyée de Dorénaz. Il semble que l'auteur s'est trompé de date - il s'agirait plutôt du 30 novembre.

<sup>44</sup> Signatures de Dufour, Torrent, Joris, Abbet, Filliez et Pignat, tous anciens membres de la « Jeune Suisse ».

Delarageaz, le 1<sup>er</sup> décembre, n'a pas encore reçu la nouvelle de sa nomination, mais répondant à l'invitation du Conseil d'Etat de Vaud, il prend aussi la route de Sion pour se rendre à la réunion populaire. On prévoit qu'il y aura scission entre les modérés (ou libéraux) et les radicaux acharnés. Le conseiller d'Etat vaudois accepte cette charge, car il est presque certain d'être choisi comme Représentant fédéral. Il lui sera ainsi utile de suivre de près ces événements et peut-être d'en influencer le cours dès les premiers moments.

Le 2 décembre, Delarageaz est à Sion à huit heures du matin. Pendant la matinée, les libéraux influents de Sion s'entretiennent à l'Hôtel de Ville des propositions qu'ils veulent faire au peuple. Le futur Représentant n'est pas présent à la discussion, mais il est tout de suite mis au courant par les membres de l'aile radicale qui sont d'ailleurs assez découragés. Ils viennent d'avoir une controverse animée avec Barman et quelques autres modérés qui voudraient temporiser et ne régler que certains points. Ils prétendent que l'assemblée qui va se réunir n'est pas compétente et surtout qu'elle ne représente pas la majorité de la population, vu l'absence de la plupart des Haut-Valaisans. Les modérés se demandent même si cette assemblée est légale et si elle a le droit de délibérer. Les radicaux sont, au contraire, persuadés que l'assemblée est souveraine et qu'elle doit prendre des résolutions décisives. Comme les deux partis n'arrivent pas à s'entendre, Joris <sup>45</sup> quitte la salle des délibérations. Après son départ, on s'accorde enfin à faire des propositions individuelles à l'assemblée du peuple. Après cette discussion, les radicaux ont peu d'espoir de voir leurs projets adoptés. Le conseiller d'Etat vaudois écrit à ce propos :

... je les ai encouragés à persister dans leurs résolutions énergiques et leur ai assuré le concours du canton de Vaud et son appui. Ces paroles leur ont redonné la vie et relevé leur moral <sup>46</sup>.

En cette matinée du 2 décembre, Delarageaz ne se contente pas de discuter avec les radicaux. Avant la réunion, il s'entretient avec quelques habitants de Sion pour se faire une idée de leurs opinions. Il confie à Druet son avis sur les Sédunois dans une lettre du 3 décembre :

<sup>45</sup> *Alexis Joris*. Chef militaire de la « Jeune Suisse », qui dirigeait, avec Maurice Barman, la colonne des libéraux battue au Trient en 1844. Réfugié dans le canton de Vaud jusqu'en 1847. Radical extrémiste en 1847.

<sup>46</sup> Lettre de Delarageaz au Conseil d'Etat vaudois (2 décembre 1847) - ACV : J 275 (affaires valaisannes).

... j'ai pu me convaincre que ce sont surtout des encroûtés doctrinaires, des juste-milieu, effrayés des Haut-Valaisans et qu'il ne fallait pas compter sur leur concours pour opérer aucune réforme <sup>47</sup>.

L'assemblée populaire se réunit entre une heure et quatre heures de l'après-midi à la Planta, prairie située au nord-ouest de la ville. Nous n'avons pas de renseignements précis quant au nombre des participants. Si Delarageaz parle de 3000 à 4000 citoyens dans ses lettres, Paul de Rivaz <sup>48</sup> prétend qu'il y en avait 2000. Gaspard de Stockalper <sup>49</sup>, archiviste d'Etat, conservateur convaincu, note le chiffre de 200. D'après d'autres témoignages, il semble que Stockalper soit un peu modeste ; il y avait certainement plus de 2000 citoyens.

Maurice Barman préside l'assemblée et fait un discours d'ouverture fort applaudi, que Delarageaz semble avoir aussi apprécié. Comme le Conseil d'Etat vaudois l'avait prié d'assister à l'assemblée, il transcrit presque littéralement les paroles de Barman dans sa lettre du 2 décembre <sup>46bis</sup>. C'est un discours décidé qui tente d'ouvrir les yeux du peuple sur les fautes commises et surtout, de lui faire comprendre la nécessité de prendre des mesures énergiques pour l'avenir. Les décisions prises en ce jour seront toutefois provisoires, ajoute Barman ; elles devront être ratifiées par le futur Grand Conseil. Delarageaz n'est pas d'accord avec cette dernière conception. Le conseiller d'Etat estime que l'assemblée a un caractère constitutif. Dans ses lettres et ses rapports officiels, il parle le plus souvent de l'« assemblée populaire souveraine ».

Après avoir entendu les propositions orales de Barman et de Joris, les citoyens passent au vote. Nous résumons les points essentiels de l'arrêté du 2 décembre qui comprend dix-sept articles. L'assemblée déclare le Grand Conseil et le Conseil d'Etat dissous. Elle prend ensuite des mesures énergiques contre le clergé qui ne satisfont pas Barman et les autres modérés. Les immunités ecclésiastiques sont abolies et l'on proclame l'incompatibilité absolue entre les fonctions ecclésiastiques et les fonctions civiles. L'article 4 place les biens du clergé, des couvents et des corporations religieuses sous la surveillance de l'Etat. Les couvents et corporations religieuses pourront même être supprimés si leur existence est incompatible avec l'ordre public. L'article 7 met les frais de guerre et des événements politiques depuis 1844 à la charge des couvents ou des individus, ecclésiastiques et laïques, qui les ont occasionnés. L'ins-

<sup>47</sup> Lettre de Delarageaz à Druey (3 déc. 1847) - ACV : K III (carton en classement).

<sup>48</sup> Paul de Rivaz - *Histoire contemporaine du Valais* - Tome I.

<sup>49</sup> Gaspard de Stockalper, né en 1808 - Archiviste de l'Etat du Valais de 1850 à 1873. C'est lui qui a mis au net les divers protocoles du Conseil d'Etat de 1847 à 1848 ; (p. ex. AV : vol. 45).

<sup>46bis</sup> Cf. ci-dessus, note 46.

truction publique est placée sous la surveillance de l'Etat. On décide enfin de supprimer l'ordre des Jésuites dans le canton du Valais, conformément à l'arrêté de la Diète du 3 septembre 1847.

L'assemblée nomme les membres du pouvoir exécutif. Barman est appelé à présider le gouvernement provisoire ; à ses côtés sont élus six hommes de tendance libérale ou radicale, et trois suppléants<sup>50</sup>.

Cette assemblée revêt une grande importance. Pour les radicaux, elle marque le début d'une période nouvelle en Valais, où le peuple commande, où il « règle lui-même ses affaires », comme le dit Joris. *L'Observateur valaisan*, organe officieux du gouvernement radical, publiera une année après : « C'est de cette journée que datera la fin de la prépondérance de l'Eglise sur l'Etat »<sup>51</sup>. Delarageaz est bien conscient de l'importance de ces décisions. Il félicitera plus tard les représentants du pays pour avoir, par leur vote du 2 décembre, accompli ce qu'il appelle un « acte de justice »<sup>52</sup>.

Pourquoi Delarageaz n'a-t-il pas participé activement à ces délibérations, pourquoi n'a-t-il pas pris la parole ? Rappelons-nous qu'il n'était là qu'à titre officieux encore, délégué par le Conseil d'Etat de Vaud. A Rilliet, arrivé dans l'après-midi, qui lui demande la raison de sa présence, il répond habilement être là « en curieux »<sup>53</sup>. Mais on peut dire que sa mission a commencé le 2 décembre. Il a en effet joué un rôle indirectement, avant l'assemblée, en encourageant les futurs maîtres du canton.

## SCISSION DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Le 3 décembre, les patriotes, encouragés par les nombreux actes d'adhésion du Haut-Valais, ont l'intention d'installer le gouvernement provisoire au cours d'une petite cérémonie. Mais une intrigue est ourdie, qui fait échouer leur projet. Cette affaire indigna Delarageaz qui en parle abondamment dans tous ses écrits du 3 au 6 décembre.

En effet, l'ancien Conseil d'Etat, sans tenir compte des décisions prises la veille concernant sa dissolution, remet officiellement ses pouvoirs entre les mains d'une commission provisoire composée de MM. Barman, Zen Ruffinen, de Riedmatten, Rey et Filliez, membres modérés du gouvernement élu par le peuple le jour précédent. L'intention de ces politiciens est d'effrayer, par cette manœuvre, les radicaux extrémistes

<sup>50</sup> Maurice Barman, Antoine de Riedmatten, Hippolyte Pignat, François-Gaspard Zen Ruffinen, Maurice-Eugène Filliez, Casimir Dufour, Alexandre de Torrenté + François-Joseph Rey, Maurice Claivaz et Jean-Baptiste Briguet.

<sup>51</sup> *L'Observateur - journal du Valais* - article du 9 décembre 1848.

<sup>52</sup> Discours de Delarageaz à la séance du Grand Conseil du 28 décembre 1847 - ACV : J 275 (Affaires valaisannes).

<sup>53</sup> Rilliet - page 94.

et de leur faire abandonner leurs fonctions au gouvernement provisoire. Pour assurer la réussite de ces projets, Zen Ruffinen prend contact avec Rilliet, l'engageant à prêter assistance militaire à cette nouvelle autorité. Le colonel accepte, pour autant que la commission entre en fonction. Mais les autres membres de l'Exécutif, fidèle à l'appel et à la nomination du peuple, ont pris ce même 3 décembre, la résolution ferme d'accepter les charges qui leur ont été conférées et ils siègent à l'Hôtel de Ville.

Cette situation est bien embarrassante. Delarageaz usera de son influence pour faire échouer le projet des modérés. Bien sûr sa tâche n'est pas facile. Les deux autres Représentants fédéraux ne sont pas encore arrivés à Sion ; en leur absence, il hésite à prendre des mesures officielles. Vraisemblablement, il a annoncé confidentiellement sa nomination aux radicaux valaisans pour renforcer leur position et les encourager à garder leurs fonctions. En apprenant la nouvelle, ceux-ci lui ont déclaré que :

puisqu'ils pouvaient compter sur l'appui des bons citoyens du canton et de leurs voisins, ils ne céderaient le siège que contraints par la force, qu'ils se laisseraient violenter si jamais le commandant de l'armée fédérale prenait la triste résolution de les chasser par la force <sup>54</sup>.

Rilliet ne songe tout de même pas à une action par la force, mais, de tendance modérée, il préfère la solution de la commission provisoire. D'après Delarageaz, c'est lui qui aurait interdit la cérémonie d'installation du gouvernement provisoire ; il serait même venu avec les anciens conseillers d'Etat pour tenter de le dissoudre.

Delarageaz et Rilliet ont des avis complètement différents sur la voie à suivre en Valais. Le Vaudois constate que ce canton est retardataire ; il est persuadé que seules des mesures énergiques peuvent avoir des chances de modifier la situation. Le Genevois estime, au contraire, qu'il faut agir avec modération si l'on veut obtenir un résultat durable.

Le 4 décembre, dans une lettre confidentielle, Rilliet demande à Barman s'il a décidé de faire partie de la commission provisoire ou du gouvernement provisoire ; le colonel pourra ainsi prendre des mesures en conséquence. Cette lettre restera sans réponse. Barman reçoit entre-temps une sommation du gouvernement provisoire : on le prévient que s'il ne reprend pas ses fonctions de président dudit gouvernement une heure après réception du message, il en sera définitivement éliminé.

<sup>54</sup> Lettre de Delarageaz au Conseil d'Etat de Vaud - 3 déc. - ACV : J 275 (Affaires valaisannes).



Cette démarche fut utile, écrit Delarageaz : Barman quitta une séance pour rejoindre l'autre, « cinq minutes avant le terme fatal »<sup>55</sup>. Le radical vaudois est indigné de l'attitude de Barman et ne craint pas de le critiquer sévèrement dans ses lettres. Il avoue n'avoir jamais vu pareille conduite : cet homme a présidé l'assemblée populaire, il est choisi par elle comme président du gouvernement provisoire ; le lendemain, sans avoir refusé ou accepté ce poste, il abandonne son fauteuil pour siéger dans une commission qui intrigue contre son propre gouvernement, puis revient prendre sa première fonction !

Delarageaz critique tout autant l'attitude de Rilliet qui n'a pas respecté les décisions de l'assemblée du peuple. Les officiers vaudois de la 1<sup>re</sup> division sont d'ailleurs du même avis. Le Représentant fédéral craint que l'appui de Rilliet à la commission déléguée par l'ancien Conseil d'Etat conservateur entraîne des conséquences fâcheuses, paralyse l'action du gouvernement provisoire et retarde l'adhésion des dizains du Haut-Valais et du Centre.

Dans des notes du 9 décembre<sup>56</sup>, Delarageaz relate ses entretiens avec Rilliet. Au cours d'une brève conversation, dans la matinée du lundi 6 décembre, il lui fait comprendre qu'il connaît les intrigues ourdies dans le but d'entraver l'autorité du gouvernement et qu'il a l'intention de faire cesser ces menées. Rilliet répond qu'il ne se mêlera plus de politique puisqu'il doit traiter avec « des personnes indécises ». Quelques heures plus tard pourtant, le même Rilliet interdit à des patriotes de planter des arbres de liberté, ce qui provoque un petit incident. Delarageaz décide, sans attendre l'arrivée de ses collègues, d'avoir un nouvel entretien avec lui pour fixer définitivement les limites de son autorité. Il se rend au domicile de Rilliet pour lui annoncer sa nomination de Représentant fédéral et son intention de reconnaître officiellement le gouvernement provisoire dans la journée. Il est bien entendu que toute manifestation hostile à ce nouveau gouvernement sera réprimée par la force armée mise à la disposition des Représentants fédéraux. D'après Delarageaz, Rilliet a immédiatement « tourné casaque » en prétendant qu'il allait justement entrer en relations avec le gouvernement provisoire et qu'il n'approuvait pas le projet de la commission provisoire.

Rilliet, toutefois, a de la peine à respecter les ordres de ses anciens subordonnés. Il l'avoue dans son livre « Valais, Fribourg et la 1<sup>re</sup> Division » :

<sup>55</sup> Lettre de Delarageaz au Conseil d'Etat de Vaud - 5 déc. - ACV : J 275 (Affaires valaisannes).

<sup>56</sup> Notes manuscrites de Delarageaz (12 pages) - 9 décembre 1847 - FD : C 137.

(...) s'il est honorable d'avoir des hommes politiques à son état-major, cela expose à des mutations bien fréquentes et à des changements de position un peu brusques. Mon secrétaire d'état-major était devenu vice-chancelier à Fribourg. M. le colonel Delarageaz devenait Représentant fédéral à Sion, et mon adjudant de division, M. Maurice Barman, devenait président et même deux fois président du Gouvernement en Valais<sup>57</sup>.

Au sujet de l'attitude de Barman et de Rilliet, il est intéressant de lire l'avis du radical vaudois Blanchenay, président du Conseil d'Etat vaudois. Dans sa lettre du 4 décembre, il répond à Delarageaz qui venait de lui apprendre l'affaire de la commission provisoire. Il lui fait part de son opinion et de celle de ses collègues. Il se permet de lui donner quelques conseils qui trahissent bien les tendances radicales du gouvernement vaudois et son désir de voir ce régime triompher aussi en Valais :

Les nouvelles et réitérées sottises de Maurice Barman ne nous ont nullement étonnés ; seulement nous avons été surpris de voir l'homme, qui deux fois par ses irrésolutions et sa conduite considérée a perdu le Valais, venir se poser en président quasi-dictateur de l'assemblée populaire, j'aurais supposé que le bon sens populaire aurait fait justice à ses étranges prétentions dictées par l'amour-propre le plus effréné.

Puis le même homme affecter de considérer ces arrêts du souverain comme de simples mesures provisoires, puis plus tard les fouler aux pieds pour usurper un pouvoir qu'il devait dans tous les cas partager avec ses collègues Dufour et Cie à moins qu'il ne se prétende appelé à gouverner le Valais de droit divin (...) Il me semble que dans toute cette affaire soit comme commissaire cantonal soit comme Représentant fédéral vous devez parler haut et faire entendre à M. Rilliet des paroles sévères, vous avez les troupes à votre disposition, par conséquent le colonel commandant de la première division est sous vos ordres (...) Il ne doit pas se mêler des questions politiques. C'est à la Diète et aux représentants qu'elle a nommés, qu'appartient le droit de résoudre ces questions ; non seulement vous devez encourager MM. Dufour, Pignat, Filliez, etc... de rester à leur poste, mais vous devez l'exiger au nom de la tranquillité du pays et de son avenir (...)

(...) si le canton du Valais, si ce peuple qui a accueilli avec joie les troupes fédérales doit être encore Barmané, oh alors il ne valait pas la peine de mettre tant de troupes sur pied, il ne fallait pas laisser ce pays dans la souffrance pour de si longs temps pour un

<sup>57</sup> Rilliet, page 94.

aussi mince résultat. J'ai toujours dit à MM. Dufour, Joris, etc. qu'ils avaient tort d'élever sur le parvis un homme d'une aussi complète nullité que M. Barman qui n'a d'autre mérite que de savoir coudre quelques phrases plus ou moins sonores, mais parfaitement vides de sens (...)

Si M. Rilliet avait l'outrecuidance de vouloir toucher au gouvernement populaire du Valais, faites un appel aux bataillons vaudois et aux autres troupes fédérales sauf la genevoise. M. Rilliet serait alors en état de rébellion contre la Diète et jouerait gros jeu (...) Veuillez paralyser autant que possible l'influence doctrinaire et (*mot illisible*) de MM. Barman et Zen Ruffinen qui vaut encore moins que son collègue (...) Que les patriotes valaisans ne doutent pas de l'appui du canton de Vaud, appui actuellement paralysé par l'occupation fédérale, mais que vous êtes en (*mot illisible*) de diriger dans le sens démocratique<sup>58</sup>.

Le 6 décembre, après avoir convaincu Rilliet, Delarageaz tient une conférence avec le gouvernement provisoire qui, apprenant sa nomination, le prie de bien vouloir donner sanction et appui à son autorité. Le second Représentant fédéral, M. Emil Frey, étant arrivé dans l'après-midi, les deux envoyés de la Confédération reconnaissent le gouvernement provisoire « comme étant la seule autorité légitime supérieure actuellement constituée dans le canton du Valais »<sup>59</sup>; ils lui offrent de l'aider, dans les limites de leur mandat, à atteindre le but fixé : la pacification durable du canton et le libre exercice des droits politiques et sociaux à tous les citoyens.

Delarageaz explique dans des notes manuscrites<sup>60</sup> que la reconnaissance officielle de l'exécutif provisoire a mis fin à une situation ambiguë. Les doctrinaires renoncent en effet à leur projet de constituer une autorité en dehors du gouvernement élu par le peuple. Les radicaux, se voyant soutenus, redoublent d'efforts pour accomplir leur tâche.

Le travail de Delarageaz, du 2 au 6 décembre, ne fut pas facile. Il a dû manœuvrer discrètement ou même en secret, comme le lui conseillait Druey dans sa lettre du 1<sup>er</sup> décembre, avant d'intervenir officiellement. Il sentait bien cependant que la fermeté était nécessaire pour encourager les radicaux et faire échouer l'intrigue des modérés. Le 4 décembre, il avoue dans une lettre au Conseil d'Etat qu'il est « infiniment contrarié d'être seul à Sion »<sup>61</sup>. Le 5 décembre, dans une lettre à Druey, il dit regretter que ses deux collègues ne soient pas

<sup>58</sup> Lettre de Blanchenay à Delarageaz - 4 décembre 1847 - FD : C 127.

<sup>59</sup> Rapport des Représentants fédéraux à la Diète - 8 décembre 1847. ACV : J 275.

<sup>60</sup> Notes manuscrites du 9 décembre 1847 - FD : C 137.

<sup>61</sup> ACV : J 275 (Affaires valaisannes).

encore arrivés, et ajoute : « ... j'aurais bien besoin de leur présence pour arrêter les doctrinaires du centre du Valais »<sup>62</sup>. Il a même hésité à révéler plus tôt ses fonctions de Représentant fédéral, mais il y a finalement renoncé, car la scission entre les membres du gouvernement n'a pas provoqué de désordres publics qui auraient motivé son intervention officielle.

Grâce à une autorité naturelle, Delarageaz a détourné Rilliet et Barman de leurs intentions ; grâce à sa force de persuasion, il a redonné totale confiance aux radicaux du gouvernement provisoire. Sa présence fut donc d'importance à Sion pendant les premiers jours de l'occupation fédérale.

<sup>62</sup> Lettre de Delarageaz à Druey - 5 décembre. ACV : K III (carton en classement).

### III

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE ÉLECTIONS DU 16 DÉCEMBRE 1847

### ARRÊTÉS ET DÉCRETS DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Le gouvernement provisoire n'entre véritablement en fonction qu'après avoir été reconnu officiellement par les Représentants de la Confédération. En fait, il siège depuis le 3 décembre à l'Hôtel de Ville et rédige déjà des projets de décrets. Ce jour-là, il annonce au peuple dans une proclamation qu'il accepte la « tâche ardue » de la reconstitution du canton, tâche qui lui a été confiée par l'assemblée du 2 décembre. Il s'efforcera, ajoute-t-il, de rétablir le plus vite possible des pouvoirs réguliers en organisant des élections populaires. Pour parvenir à ce but, il a besoin de l'appui de tous les citoyens qui doivent oublier ces cinq ans d'agitation, d'insécurité, de guerre intestine. Pour persuader une population très croyante et faire vibrer ses sentiments, il fait intervenir la participation divine, adaptée, selon les événements, à la raison politique <sup>63</sup> :

Tant de maux devaient avoir un terme. Dans ses impénétrables desseins, la Providence a toléré la conception et les préparatifs d'un plan de guerre insensé, mais elle n'a pas permis que son exécution répandît sur la patrie un déluge de sang et de désolation. Compatriotes ! citoyens de tous les dizains ! détournons momentanément nos regards d'un passé sinistre ; scrutons la gravité du présent ; mettons la main à la consolidation de l'avenir <sup>64</sup>.

Delarageaz informe la Diète et le Conseil d'Etat de Vaud de toutes les décisions du nouveau gouvernement. Le Représentant fédéral n'assiste pas aux séances puisqu'il a le devoir d'agir indirectement, mais il est toujours bien renseigné par les radicaux. Le 4 décembre déjà, malgré l'affaire de la commission provisoire, les nouveaux membres du gouvernement ont procédé à la répartition des portefeuilles <sup>65</sup>. Afin de renforcer leur autorité dans le canton, ils ont en outre nommé dans chaque dizain des préfets avec le titre de représentants. En exécution de l'article 4 de l'arrêté du 2 décembre qui place les biens des couvents sous la

<sup>63</sup> On se souvient du discours du 5 oct. prononcé par Maurice de Courten, cf. p. 13.

<sup>64</sup> Rapport des Représentants à la Diète, 8 déc. 1847 - Pièce annexe N° 3. ACV : J 275.

<sup>65</sup> Filliez : Justice et Police ; Dufour : Militaire ; Pignat : Finances ; de Torrenté : Intérieur ; Barman : Ponts et Chaussées.

surveillance de l'Etat, un gérant ou administrateur est désigné pour chacun d'entre eux.

Le gouvernement provisoire se fait un devoir de répondre le plus vite possible aux vœux de la Diète concernant l'expulsion des Jésuites et le paiement des frais de guerre<sup>66</sup> ; il est désireux de prouver par là sa renonciation définitive au Sonderbund. Dans un arrêté du 9 décembre, il prononce la « suppression des Jésuites et des ordres affiliés », et déclare leurs biens propriété de l'Etat. Le même jour, il donne suite à l'arrêté de la Diète du 2 décembre qui met les frais de guerre à la charge des sept cantons vaincus et impose le premier acompte qui doit être versé jusqu'au 20 décembre. L'assemblée populaire avait décidé de mettre cette dette à la charge des couvents et des institutions religieuses. Le gouvernement provisoire, dans un deuxième décret du 9 décembre, répartit l'acompte de 200 000 francs exigé du Valais entre les diverses corporations. La Maison du Grand-Saint-Bernard et l'Abbaye de Saint-Maurice sont les plus touchées : la première doit verser 80 000 francs, la seconde, 50 000 francs.

Dans deux lettres au Conseil d'Etat vaudois et à Druey, datées du 9 décembre, Delarageaz assure que le décret sur la répartition des frais de guerre a été en général bien accepté par la population. En revanche, il estime que celui qui concerne l'expulsion des Jésuites est incomplet et devrait être plus explicite. Il aimerait que les « ordres affiliés » soient cités par leurs noms<sup>67</sup>. Druey lui répond le 13 décembre<sup>68</sup> que sa remarque est fort juste ; il lui propose d'insister pour qu'un décret supplémentaire soit rédigé, qui énumérerait les divers ordres affiliés, et en tous les cas les marianistes ou frères de Marie. Druey suggère même que les Représentants fédéraux ouvrent une enquête à ce sujet. Delarageaz et ses collègues se renseigneront auprès des membres du gouvernement provisoire et seront en mesure d'assurer la Diète, dans leur rapport du 20 décembre<sup>69</sup>, qu'il n'existe dans le canton aucun ordre affilié aux Jésuites. On les avait mentionnés dans le décret pour interdire leur existence à l'avenir. Quant aux marianistes chargés de l'instruction publique à Sion, ils n'enseignaient qu'à titre temporaire et ne représentaient pas de danger.

Delarageaz, dans son rapport du 20 décembre, poursuit l'énumération des arrêtés pris par le gouvernement provisoire et joint en annexe toutes ces pièces officielles. Pour faire suite aux promesses qu'il a faites au peuple de rétablir bientôt des pouvoirs réguliers, le gouvernement rédige le 10 décembre un arrêté qui fixe l'organisation d'as-

<sup>66</sup> Arrêtés du 3 septembre et du 2 décembre 1847.

<sup>67</sup> Lettre de Delarageaz au Conseil d'Etat de Vaud (9 déc.) - ACV : J 275. Lettre de Delarageaz à Druey (9 déc.) - ACV : K III (carton en classement).

<sup>68</sup> Lettre de Druey à Delarageaz - FD : C 148.

<sup>69</sup> Rapport des Représentants à la Diète - 20 déc. - Annexes I, II, III et IV.

semblées électorales pour la nomination des membres du Grand Conseil. Les élections se feront par dizain et à main levée.

Le 13 décembre, un nouveau décret rend exécutoire l'article 2 de l'arrêté du 2 décembre concernant l'abolition des immunités ecclésiastiques. Le 14 décembre enfin, il adresse au peuple une proclamation. Il le rend attentif à l'importance des prochaines élections et le met en garde contre l'influence des adversaires de la Confédération : « (...) de votre choix peut dépendre la paix de la patrie, la continuation ou la cessation des charges de l'occupation militaire »<sup>69bis</sup>.

## ACTION DES REPRÉSENTANTS DANS LE CANTON AVANT LES ÉLECTIONS

Le 7 décembre, Delarageaz et son collègue Emil Frey se rendent à Sierre pour inviter MM. Rey et Briguet à accepter les fonctions de membres suppléants du gouvernement provisoire, qui leur ont été conférées par l'assemblée populaire du 2 décembre. Jusqu'alors ils avaient refusé de faire partie d'un gouvernement qui leur semblait illégal. Dès qu'ils apprennent la reconnaissance officielle du gouvernement par les Représentants fédéraux et l'assurance de leur appui, ils sont bien résolus à se rendre à Sion pour siéger avec leurs collègues.

Les Représentants fédéraux profitent de leur passage à Sierre pour s'entretenir avec d'autres citoyens moins influents, qui semblent accepter assez bien la situation nouvelle du pays. Mais il existe cependant une certaine inquiétude parmi le peuple, qui hésite souvent à faire connaître son opinion. Les Représentants font part à la Diète de ces observations dans leur rapport du 20 décembre<sup>70</sup>.

Le 12 décembre au matin, Delarageaz et Frey partent pour une seconde reconnaissance. Accompagnés cette fois par Franscini qui est arrivé à Sion le 8 décembre, ils doivent se rendre compte des dispositions de la population du Haut-Valais avant les élections et influencer si possible les autorités des différents dizains. La commune de Tourtemagne et la ville de Loèche leur paraissent bien disposées. Les membres des conseils des différentes communes admettent qu'ils ont été trompés et que les pièces officielles de la Diète ne leur sont pas parvenues. Le dizain de Viège semble accepter aussi les résolutions de l'assemblée populaire et approuver les divers décrets du gouvernement provisoire. Les Représentants sont en revanche déçus après leur passage dans les dizains de Brigue, de Rarogne et de Conches, où la population est encore hostile au nouvel ordre des choses. Les chefs du Sonderbund s'étaient réfugiés

<sup>69bis</sup> Cf. ci-dessus, note 69.

<sup>70</sup> Rapport du Représentant à la Diète (20 déc.) - ACV : J 275.

dans cette partie du Valais quelques jours avant la capitulation, des agents étrangers y avaient séjourné. Les habitants ont été ainsi nettement influencés, souvent sur des bases mensongères. Quelques familles de Brigue ont même fui en Italie ou à la montagne ; les pères Jésuites ont quitté le couvent et le pensionnat avec leurs élèves, emportant avec eux jusqu'aux meubles. La population de ce dizain oppose même une résistance aux troupes de la Confédération qui se voient refuser l'entrée dans le couvent pour célébrer le service religieux.

A propos de cette visite dans le Haut-Valais, il faut lire aussi la lettre du 14 décembre de Delarageaz à Druey. Plus détaillée que le rapport officiel du 20 décembre, elle reflète l'avis personnel du radical vaudois. Delarageaz est frappé par la « dissimulation » et la « fausseté » de la population du Haut-Valais. En fait, les conservateurs ne se tiennent pas pour battus, et ne veulent pas que des anciens membres de la « Jeune Suisse » fassent partie du gouvernement, dit encore le Représentant fédéral qui reste conscient de la difficulté d'établir un gouvernement radical dans ces régions :

Je le répète : la population du Valais est démoralisée ; il n'y a plus de franchise, c'est un peuple qui sort de l'esclavage.

Peu d'hommes croient à la possibilité d'établir un gouvernement démocratique durable, il n'y a plus de foi politique ni d'espérance en l'avenir <sup>71</sup>.

Les constatations de Delarageaz semblent toucher Druey qui répond par retour du courrier le 16 décembre. Le ton de sa lettre est vif, et trahit l'impatience du député vaudois à la Diète. Il estime que les Représentants n'agissent pas assez vigoureusement.

Je crois que vous voyez très bien l'affaire ou plutôt l'état des choses en Valais. Vous savez qu'il y a les mi-fins, les fins et les super-fins dans ce pays d'hypocrite célébrité. On fera du libéralisme et même du radicalisme en Valais et dans les autres Etats de l'ancienne ligue aussi longtemps qu'on aura besoin des bonnes grâces de la Confédération et de ses Représentants. Il importe que les cantons sentent les conséquences de leur participation au Sonderbund, que la leçon fasse impression et une impression durable. Pour cela les remontrances, les représentations, les motifs moraux, les corrections philanthropiques ne suffisent pas, il faut la verge, la verge trempée dans du vinaigre (...)

<sup>71</sup> Lettre de Delarageaz à Druey - ACV : K III (carton en classement).



Il faut stimuler les gouvernements mous et qui dorment sur leurs deux oreilles attendant tout de la Confédération. Donnez-leur de l'épée dans les reins <sup>72</sup>.

Après nombre de recommandations pour arriver le plus vite possible à la reconstitution du canton, Druey avoue avoir « trempé sa plume dans de l'encre un peu noire », mais il estime que la sévérité est indispensable.

Peut-être Druey trouve-t-il que les Représentants n'ont pas été assez fermes jusqu'à ce jour. Mais n'oublions pas que Delarageaz est sur place, qu'il se rend donc mieux compte des limites de son pouvoir. Avec ses collègues, il a certainement fait son possible pour persuader oralement les autorités des dizains du Haut-Valais de voter pour le nouveau gouvernement. Les trois Représentants rentrent à Sion assez optimistes. Leurs réserves concernent surtout le dizain de Brigue.

## ÉLECTIONS DU 16 DÉCEMBRE

Les 16 et 17 décembre, Delarageaz donne à tous ses correspondants des nouvelles des élections ; nous sommes donc fort bien renseignés à ce sujet. Le 16 décembre au soir, sans attendre tous les résultats, il écrit au Conseil d'Etat pour lui annoncer que, dans les cinq dizains du centre, les élections assurent la victoire du parti libéral. A Sion, un membre radical du gouvernement provisoire, Alexandre de Torrenté, n'a pas été élu ; il faut attribuer cet échec à une cabale de famille. Il n'est pas aimé à cause de ses opinions trop arrêtées. Les autres membres du gouvernement provisoire ont tous été confirmés dans leurs fonctions <sup>73</sup>.

Le 17 décembre, Delarageaz est en mesure d'apporter les résultats définitifs. Il donne le détail des nominations dans tous les dizains, séparément avec les noms des députés élus et leur tendance <sup>74</sup>. En résumé, il constate que les élections ont eu une heureuse issue et que la majorité est acquise au parti libéral avancé. Sur 82 membres élus, 13 appartiennent au parti conservateur (ex-Sonderbundiens), 20 à 25 sont modérés et 40 à 45 députés sont du parti radical. Les élections du dizain de Brigue ont été annulées en raison de l'agitation qui régnait au sein de l'assemblée électorale.

Ailleurs, d'après les rapports des présidents des assemblées électorales, les élections se sont déroulées dans le calme. Le Représentant fédéral peut, sur la base des résultats, affirmer que la majorité du Grand

<sup>72</sup> Lettre de Druey à Delarageaz (16 déc. 1847) - FD : C 157.

<sup>73</sup> Lettre de Delarageaz au Conseil d'Etat de Vaud (16 déc.) - ACV : J 275 (Affaires valaisannes).

<sup>74</sup> Lettre de Delarageaz au Conseil d'Etat de Vaud (17 déc.) - ACV : J 275 (Affaires valaisannes).

Conseil adoptera une ligne de conduite conforme aux exigences de la Diète. Delarageaz craint pourtant une complication. Les électeurs des quatre dizains du Bas ont demandé la séparation des deux parties du Valais, presque à l'unanimité. Cela fera l'objet d'un débat animé au Grand Conseil. On sait que la Diète ne veut pas la séparation du Haut et du Bas-Valais.

Les résultats des élections du 16 décembre soulignent bien l'existence de trois régions aux tendances différentes : le Centre (dizain de Sion particulièrement) a conservé ses idées « juste-milieu ». Dans le Bas-Valais, le revirement radical est très net ; dans le Haut-Valais, on est resté prudent et plusieurs anciens députés ont été réélus.

Si Delarageaz paraît optimiste au lendemain des élections, il l'est moins quelques jours plus tard, comme il ressort d'une lettre à Druey datée du 20 décembre :

C'est décidément un pays de mitoux, la patrie des doctrinaires — je crains bien que cette espèce n'ait la majorité dans le futur Grand Conseil — ce sera un système à bascule, on cherchera continuellement à ne pas froisser les préjugés et les habitudes du peuple pour avoir l'air de le représenter (...)

On répète sans cesse qu'il n'est pas mûr, pas assez avancé, pas assez instruit, etc. <sup>75</sup>.

<sup>75</sup> Lettre de Delarageaz à Druey (20 déc.) - ACV : K III (carton en classement).

#### IV

### DÉSARMEMENT ET PROBLÈME DES FRAIS DE GUERRE

#### LE DÉSARMEMENT PENDANT LE MOIS DE DÉCEMBRE

Pendant que les nouveaux dirigeants se préoccupent de rétablir des pouvoirs réguliers, les troupes fédérales, placées sous la direction du colonel Rilliet, ont pour tâche de désarmer la population.

Cette opération s'effectue dans les quinze premiers jours de décembre. Delarageaz en parle assez peu dans sa correspondance, mais sur la base des nombreux rapports qu'il reçoit de Rilliet lui-même et de quelques officiers vaudois, il peut informer la Diète du déroulement de ces activités. On se souvient que, dans son premier rapport du 8 décembre à la Diète, il annonce que le désarmement a commencé immédiatement après l'entrée des troupes fédérales et qu'il s'opère sans difficulté. Pour trouver plus de détails à ce sujet, il faut lire les lettres d'officiers fédéraux ou de soldats, classées parfois avec les papiers du Représentant fédéral <sup>76</sup>.

Le 1<sup>er</sup> décembre, Rilliet proclame un ordre de désarmement pour donner suite à l'article 3 de l'acte de capitulation :

Il est enjoint à tout homme, ayant fait partie des milices régulières ou du landsturm, de déposer les armes dont il est porteur, soit qu'elles soient sa propriété, celles des communes ou celles de l'Etat, dans les chefs-lieux de dizains, aux locaux désignés par le président du dizain sur l'approbation du chef militaire fédéral, dans l'arrondissement duquel se trouvera le dizain.

Les armes appartenant à l'Etat seront immédiatement acheminées sous escorte à Sion et versées à l'arsenal cantonal.

Celles appartenant aux communes ou aux particuliers seront conservées aux chefs-lieux de dizain, jusqu'à ce qu'il soit ultérieurement statué <sup>77</sup>.

Son plan est très simple : occuper successivement les diverses régions du pays et les désarmer. Pour plus de sécurité, on rassemble ces armes dans trois dépôts seulement : Martigny pour les dizains d'Entremont, Saint-Maurice, Monthey et Martigny ; Sion pour les dizains de Sierre, d'Hérens et de Conthey ; Brigue pour les dizains de Conches, Brigue,

<sup>76</sup> Par exemple : Rilliet, Veillon, Veillard, Jacquiéry, Urbain Olivier - Lettre anonyme d'un soldat vaudois, etc.

<sup>77</sup> Ordre de désarmement du 1<sup>er</sup> déc. 1847. Rilliet, pièce annexe n° 66, p. 233.

Rarogne et Loèche. Dans chaque dépôt, un officier supérieur procède à la reconnaissance des armes déposées ; il a à sa disposition une garde de 25 hommes.

Rilliet avertit les autorités communales que si la remise des armes n'est pas exécutée de bonne volonté par les Valaisans eux-mêmes, des colonnes mobiles seront envoyées dans toutes les localités aux frais des habitants. Le commandant genevois donne aussi des instructions strictes à ses troupes pour éviter des désordres. Il fait même organiser par ses officiers quelques distractions pour les soldats afin qu'ils soient dans de bonnes dispositions.

Alors qu'une partie de la 1<sup>re</sup> division reste dans le Bas-Valais sous le commandement du colonel Kurz, la brigade Veillon prend la route du Simplon pour le Haut-Valais. Selon une lettre de Delarageaz, ces troupes ont traversé Sion le 4 décembre.

Le désarmement du Bas-Valais ne pose aucun problème et ne dure pas plus de quatre à cinq jours. Souvent même, la population accueille bien les troupes. La compagnie de réserve de Vevey et le bataillon Peter sont envoyés dans la vallée de Troistorrents, dans le dizain de Monthey, et sont licenciés à peine l'opération terminée<sup>78</sup>. On désarme tout aussi rapidement les autres dizains du Bas-Valais. Urbain Olivier, qui doit être parmi les officiers préposés à la reconnaissance des armes, constate que ce sont de « bonnes armes à silex », qu'elles viennent des manufactures royales de Turin et ne sont pas payées<sup>79</sup>.

Une enquête est d'ailleurs ouverte à ce sujet : Delarageaz, à Sion, essaie de réunir les pièces déposées aux Archives du Conseil d'Etat pour savoir d'où viennent exactement les armes et les munitions, si elles ont été fournies gratuitement ou si elles n'ont pas été payées<sup>80</sup>.

Dans le Centre, le désarmement s'opère aussi normalement. Pour en avoir une idée plus précise, lisons quelques lignes d'une lettre d'un soldat vaudois, datée du 9 décembre :

Le val d'Hérens est désarmé. Nous avons ramené à Vex, village à l'entrée de la vallée, 581 armes à feu, tant fusils que carabines et mousquets à fourchettes. Chacun de nos mulets portait 20 fusils. Aussi figurez-vous comme ces montagnes étaient couvertes de nombreuses caravanes. On aurait pu faire de cela un superbe épisode de la campagne d'Espagne. Le pays est affreux et tel que je n'ai jamais rien vu de pareil. La nature y présente des jeux incroyables.

<sup>78</sup> Notes manuscrites de Delarageaz datées du 9 décembre (12 pages) - FD : C 137.

<sup>79</sup> Urbain Olivier : *Journaux de route* - Lettre de Dorénaz datée du 1<sup>er</sup> déc.

<sup>80</sup> Rapport des Représentants à la Diète - 16 déc. 1847 - ACV : J 275.

J'ai logé chez les curés. Nous avons tous été bien reçus quoique le dépit perçait chez beaucoup <sup>81</sup>.

Dans le Haut-Valais, la tâche est moins facile. Du 7 au 11 décembre, Delarageaz reçoit plusieurs rapports qui lui relatent les difficultés rencontrées sur le plan du désarmement et du logement des troupes. A Brigue par exemple, des altercations ont eu lieu entre l'ex-député conservateur Adrien de Courten et des soldats qui l'ont mis en joue. Veillon, dans une lettre du 7 décembre, propose même à Delarageaz d'arrêter cet homme <sup>82</sup>. Le lendemain, le capitaine Jacquiéry, un cousin de Delarageaz, lui fait savoir que de Courten est « dans une rage impossible à dépeindre ». Il refuse de loger les carabiniers de l'armée fédérale et aurait même caché des duvets et des matelas pour ne pas en fournir <sup>83</sup>.

D'autres lettres confirment qu'il est fort difficile de trouver des logements pour la troupe. Il était pourtant prévu dans les clauses de la capitulation que les soldats seraient logés et nourris aux frais du canton. Jacquiéry constate, dans une lettre écrite de Loèche le 10 décembre, que les arrêtés et autres décisions du Gouvernement valaisan ou de la Confédération sont mal transmis. L'ordre de désarmement n'a pas été distribué dans le dizain de Loèche, ce qui retarde considérablement les opérations. Seules les armes de l'Etat ont été rendues <sup>84</sup>.

Le désarmement blesse terriblement l'orgueil des officiers valaisans qui auraient préféré se battre ; mais à part quelques petites tentatives isolées de résistance, la population du Haut-Valais semble résignée. Les officiers vaudois sont frappés par la difficulté de connaître son véritable sentiment. Delarageaz va plus loin, il est pessimiste quant à la durée de soumission des citoyens :

Les troupes fédérales sont occupées du désarmement, elles ne rencontrent aucune résistance. Dans le Haut-Valais, les habitants affectent de les bien recevoir, le mot d'ordre est donné ; comme en 1840, ils ploient l'échine pour se redresser plus tard.

Il est bien malheureux que l'entrée des troupes fédérales n'ait pas été précédée d'un combat sérieux, laissant un bon nombre de morts sur le champ de bataille. La correction aurait été un peu meilleure, et plus utile, ce sera probablement à recommencer <sup>85</sup>.

<sup>81</sup> Extrait de correspondance particulière (9 déc.) - ACV : J 275 (Affaires valaisannes).

<sup>82</sup> Lettre de Veillon à Delarageaz (datée du 7 déc. à Brigue) - FD : C 132.

<sup>83</sup> Lettre de Jacquiéry à Delarageaz (datée du 8 déc. à Loèche) - FD : C 134.

<sup>84</sup> Lettre de Jacquiéry à Delarageaz (datée du 10 déc. à Loèche) - FD : C 139.

<sup>85</sup> Lettre de Delarageaz à Druey - 4 déc. 1847 - ACV : K III (carton en classement).

La conduite des troupes fédérales fut exemplaire, de l'avis unanime. Rilliet précise qu'un temps sec a favorisé les opérations. Les soldats n'étaient en effet pas équipés pour affronter la montagne en hiver, comme en témoigne Urbain Olivier : « J'entends que nous devons désarmer le dizain d'Entremont. Belle idée, vraiment ! Dans les neiges, un bataillon qui n'a pas de capotes »<sup>86</sup>.

Dans l'ensemble, le désarmement s'est donc opéré facilement et surtout rapidement quand on pense à la configuration du Valais. Delarageaz constate que le calme règne partout et suggère à la Diète de réduire l'effectif des troupes d'occupation. Or, le 16 décembre, il reçoit justement une lettre du Directoire lui confirmant qu'il ne doit procéder à aucun licenciement sans autorisation de la Diète. De plus, on l'encourage à s'occuper plus activement du paiement des frais de guerre<sup>87</sup>.

### LE CLERGÉ ET LES FRAIS DE GUERRE. LES REPRÉSENTANTS FÉDÉRAUX AU GRAND-SAINT-BERNARD

La tâche la plus ingrate du gouvernement provisoire et des Représentants fédéraux est bien de trouver une solution au problème du paiement des frais de guerre.

Si le peuple valaisan accepte sans trop de difficulté le nouveau régime politique, il n'en va pas de même pour le clergé dans son ensemble. Dès qu'il apprend, après l'assemblée du 2 décembre, les décisions prises à son égard, la réaction est violente. La suppression des immunités ecclésiastiques peut encore être acceptable. Il supporte mal en revanche d'être écarté de tout pouvoir politique et surtout de se voir imposer le paiement des frais de guerre. Les membres du clergé les plus timorés s'enfuient dès que la nouvelle est connue ; le gouvernement est obligé de désigner d'urgence des remplaçants pour que la vie ecclésiastique puisse continuer dans chaque couvent. L'évêque de Sion lui-même quitte son diocèse, pour ne rentrer que le 14 décembre. A Brigue, plusieurs couvents sont complètement désertés. Il est presque impossible de songer à réunir les fonds demandés dans ces conditions. Les lettres de protestation contre le décret du 9 décembre sont nombreuses et souvent violentes. Le clergé ne craint pas de donner son avis sur des procédés qu'il trouve scandaleux. Il est fermement décidé à refuser de payer la somme de 200 000 francs répartis entre ses diverses corporations. Les réactions les plus vives ont lieu dans les principaux couvents

<sup>86</sup> Urbain Olivier : *Journaux de route* - Lettre de Martigny-Bourg datée du 4 déc. 1847.

<sup>87</sup> Lettre du Directoire aux Représentants fédéraux en Valais (16 déc. 1847) - FD : C 157.

du Grand-Saint-Bernard et de Saint-Maurice qui sont, on s'en souvient, les plus imposés. Le gouvernement provisoire avait cru bien faire en chargeant un peu plus les corporations qu'il estimait les plus riches.

En retard dans le paiement de ses dettes, pressé par le Vorort et les Représentants fédéraux, le Gouvernement valaisan ordonne une enquête dans les divers couvents pour évaluer exactement l'état de leurs finances. Il délègue des commissaires pour dresser l'inventaire de leur fortune et de leurs biens mobiliers. Mais les envoyés se heurtent à la résistance des supérieurs et des chanoines, tout particulièrement au couvent de Martigny et à l'Hospice du Grand-Saint-Bernard. On leur refuse même l'entrée dans les bâtiments, invoquant la violation de domicile. A Martigny, le 14 décembre, les commissaires doivent faire appel à un serrurier qui force les portes. Le même incident se produit le 15 décembre au Grand-Saint-Bernard où le commissaire valaisan Du Fay, accompagné de quelques soldats vaudois se voit refuser l'entrée dans l'hospice. Craignant de commettre un acte illégal, et devant un deuxième refus le 16 décembre, Du Fay place des sentinelles aux portes du couvent et attend les instructions du Gouvernement valaisan.

Ce dernier propose aux trois Représentants de se rendre en personne sur place pour en imposer davantage aux religieux. L'intervention des envoyés de la Confédération au Grand-Saint-Bernard a fait couler beaucoup d'encre.

Les journaux conservateurs, les lettres de protestation du prévôt ou des chanoines de l'hospice la présentent comme un acte scandaleux, indigne d'officiers fédéraux. Les journaux du parti radical et les commissaires du Gouvernement valaisan parlent d'une véritable action d'éclat, insistant sur le fait que les envoyés fédéraux ont accompli cette mission au péril de leur vie.

Delarageaz raconte cette expédition en détail à la Diète, à Druey et à sa femme. Son récit, qui n'est pas déformé par l'enthousiasme exagéré des radicaux ou par l'indignation haineuse des conservateurs, semble être le plus proche de la réalité.

Les trois collègues partent de Sion le samedi 18 décembre au matin pour arriver à 9 heures du soir à Bourg-Saint-Pierre. Frey et Delarageaz craignent que le temps menaçant ne les empêche de repartir le lendemain ; laissant Franscini se reposer, ils décident de poursuivre leur route sans lui, à dos de mules et avec deux guides. Delarageaz écrit à sa femme qu'avant de parvenir au col, ils ont eu beaucoup de peine à gravir, à pied, la dernière combe à cause de la neige et du froid très intense<sup>88</sup>. Il donne les mêmes détails à Druey et ajoute, avec une précision toute

<sup>88</sup> Lettre de Delarageaz à sa femme du 21 décembre 1847 - FD : C 58.

militaire, qu'ils sont arrivés à l'hospice à « minuit huit minutes » !<sup>89</sup> Les bâtiments sont presque déserts : le prévôt Maurice Filliez et le prieur claustral Jean-Nicolas Hubert ont pris la fuite avec d'autres supérieurs et plusieurs chanoines. Dès leur arrivée, les Représentants fédéraux prient les quelques moines présents d'obéir aux ordres du gouvernement et de consentir à ouvrir les portes des diverses chambres pour qu'on puisse procéder à l'inventaire. Mais ils n'ont pas plus de succès que les commissaires valaisans et se heurtent à un nouveau refus. Delarageaz donne alors l'ordre de faire les trois sommations juridiques après quoi on passerait aux actes. Comme les religieux résistent toujours, Du Fay force les portes, aidé d'un serrurier. Delarageaz et Frey constatent que l'hospice a été entièrement dévalisé. L'inventaire sera vite fait : les chanoines, aidés de leurs domestiques et d'une centaine d'habitants de la vallée d'Aoste ont emporté les objets d'une certaine valeur. Presque tout a disparu : les meubles, la plupart des livres et des documents, les tableaux, les pièces de musée, l'argenterie, la literie et même une partie des fenêtres. Les moines n'ont laissé que quelques lits, un peu de vaisselle et la batterie de cuisine. Delarageaz interroge les chanoines pour comprendre les raisons de cet étrange déménagement. On lui répond que la somme imposée à l'hospice est trop forte ; si on la versait, on ne pourrait plus exercer l'hospitalité. D'un commun accord, les religieux ont donc décidé d'aller s'établir ailleurs et plus particulièrement sous la protection du roi de Sardaigne. Le Représentant fédéral explique aux moines que l'inventaire a été ordonné dans un seul but de conservation et que le Gouvernement valaisan n'a jamais eu l'intention de supprimer l'établissement, comme ils le prétendent. Il veut simplement surveiller son administration et maintenir son caractère religieux et hospitalier. Mais le radical vaudois n'arrive pas à persuader les chanoines ; quelques objets sont encore enlevés sous le nez des sentinelles du Gouvernement valaisan<sup>90</sup>.

Les discussions vaines de Delarageaz avec les moines renforcent ses sentiments anticléricaux. Il écrit à sa femme : « (...) ce sont de mauvais gueux et pourtant on les dit la perle de l'espèce, mais ce sont des prêtres »<sup>91</sup>. A Druey, il dit avec quelque ironie : « (...) ces gens se croient sous la protection de l'Europe entière »<sup>92</sup>.

Après avoir procédé à un inventaire fort restreint, les Représentants fédéraux décident de laisser sur place quelques soldats pour empêcher que d'autres objets soient enlevés. Ils prennent le chemin du retour le dimanche dans l'après-midi par un vent très fort et une tempête de

<sup>89</sup> Lettre de Delarageaz à Druey du 20 décembre 1847 - ACV : K III (carton en classement).

<sup>90</sup> Cf. Rapport des Représentants à la Diète (16 déc. 1847) - ACV : J 275.

<sup>91</sup> Cf. note 88.

<sup>92</sup> Cf. note 89.



neige. La descente est encore plus pénible que la montée. Dans plusieurs de ses lettres, Delarageaz raconte avec humour qu'il a perdu son chapeau à cause des tourbillons et qu'il a dû le remplacer par un bonnet de nuit pour empêcher les gelures ! Il estime qu'ils ont accompli « un véritable tour de force » : partis de Sion à 6 heures du matin le samedi, ils y sont rentrés la nuit de dimanche à lundi à 2 heures en ayant parcouru « 28 lieues » dans des conditions difficiles.

Cette expédition suscite les bruits les plus divers. Le *Courrier suisse*, par exemple, s'indigne du « moyen odieux » que les Représentants ont employé pour pénétrer dans l'hospice. Il prétend que les portes ont été enfoncées à coups de hache et que les sentinelles avaient ordre de tirer sur ceux qui emportaient quelque objet<sup>93</sup>. Dans les lettres de protestation des chanoines réguliers du Saint-Bernard, on parle de la « manière violente » avec laquelle les commissaires procèdent à l'inventaire, aidés d'une « trentaine de militaires armés, baïonnette au fusil »<sup>94</sup>.

Le commissaire Du Fay, dans son rapport au conseiller d'Etat chargé du Département de l'intérieur, se voit obligé de rectifier certains faits et de justifier chacun de ses actes. La sentinelle placée à l'entrée de l'hospice était armée d'un sabre seulement et n'avait reçu aucun ordre de caractère offensif. On dut en effet escorter quelques domestiques avec des fusils pour les obliger à ouvrir les portes, mais il n'y eut aucun acte de violence<sup>95</sup>.

Dans le *Nouvelliste vaudois* on parle beaucoup de l'« acte de vandalisme » accompli par les chanoines, mais on ne raconte pas comment les Représentants fédéraux ont ouvert les portes<sup>96</sup>. Dans un journal français, *La Presse*, on s'indigne de l'attitude des religieux et l'on prétend que les envoyés fédéraux ont presque dû dormir à la belle étoile, puisqu'il ne restait plus de fenêtres<sup>97</sup>.

En conclusion de cette affaire, disons que l'expédition des Représentants fédéraux fit beaucoup de bruit, mais que leur action, cette fois, n'eut pas l'effet souhaité. Ils se sont heurtés à une résistance très nette et rentrent à Sion sans beaucoup d'illusions. Si le clergé dans son ensemble est dans les mêmes dispositions d'esprit que les religieux du Saint-Bernard, il ne faut pas s'attendre à ce que le paiement des frais de guerre s'effectue comme on l'ordonnait. Il faudra trouver rapidement un autre moyen.

<sup>93</sup> *Courrier suisse* - article du mardi 4 janvier 1848 (N° 1).

<sup>94</sup> Rapport des Représentants à la Diète du 22 décembre 1847. Annexe II - BCU : Recès de la Diète (Litt. M).

<sup>95</sup> Rapport des Représentants à la Diète du 22 décembre 1847. Annexe III - BCU : Recès de la Diète (Litt. M).

<sup>96</sup> Article du *Nouvelliste vaudois* du 24 décembre 1847.

<sup>97</sup> Article de « *La Presse* » cité dans le N° 2 de la *Gazette de Lausanne* le mardi 7 janvier 1848.

## INTERVENTION DES REPRÉSENTANTS FÉDÉRAUX AUPRÈS DE LA DIÈTE EN FAVEUR DU VALAIS

Dans leur rapport du 27 décembre<sup>98</sup>, les Représentants fédéraux constatent que le calme règne dans tout le canton et qu'aucun trouble n'est plus à craindre. Sur cette base, ils se permettent de demander à la Diète de licencier la moitié des troupes d'occupation et de ne laisser sur place qu'une brigade pour assurer le maintien de l'ordre. Les Représentants savent bien que l'occupation fédérale se prolongera aussi longtemps que le paiement des frais de guerre ne sera pas réglé ; mais ils estiment qu'un trop grand nombre d'hommes charge le canton de frais inutiles. D'autre part, les soldats mobilisés depuis le milieu d'octobre sont fatigués.

Le problème des frais de guerre n'est pas encore résolu, mais on s'efforce de trouver un moyen pour satisfaire les exigences de la Confédération. Le 20 décembre, les Représentants écrivent au gouvernement provisoire pour lui faire remarquer que le délai du premier versement est échu. La réponse est nette : le gouvernement ne peut payer la somme de 200 000 francs puisque le clergé, et surtout le Grand-Saint-Bernard, refusent le décret du 9 décembre.

Quant aux supérieurs de l'Abbaye de Saint-Maurice, ils prétendent qu'ils n'ont pas les fonds demandés mais ils sont disposés à constituer une créance en première hypothèque sur des immeubles que l'abbaye possède dans le canton de Vaud. Sur une créance de 50 000 francs, ils verseraient un intérêt de 3 1/2 %. Les Représentants font comprendre au Gouvernement du Valais que la Diète préférerait de l'argent liquide. Toutefois, comme le canton du Valais est complètement dépourvu de capitaux, ils tentent de persuader la Diète, dans un deuxième rapport daté du 27 décembre<sup>99</sup>, de ne pas refuser cette solution et d'accepter ce mode de paiement. Ils proposent eux-mêmes que l'intérêt soit élevé à 4 %. A la fin de leur rapport, ils sont heureux d'annoncer à la Diète que le gouvernement provisoire envoie, le même jour, une somme de 40 000 francs au trésorier de l'armée fédérale, M. Stämpfli.

Le 28 décembre, Delarageaz, Frey et Franscini se font une fois encore les porte-parole du gouvernement provisoire et du nouveau Grand Conseil<sup>100</sup>. Ils insistent pour que la Diète licencie la moitié des contingents fédéraux. Afin de persuader l'assemblée des députés, ils font appel aux sentiments : la diminution des troupes signifierait pour les autorités valaisannes une marque de confiance de la part de la Confédération et produirait certainement le meilleur effet.

<sup>98</sup> 2 rapports des Représentants à la Diète - 27 décembre 1847 - ACV : J 275.

<sup>99</sup> 2 rapports des Représentants à la Diète - 27 décembre 1847 - ACV : J 275.

<sup>100</sup> Rapport des Représentants à la Diète - 28 décembre 1847 - ACV : J 275.

V

## LE GRAND CONSEIL ENTRE EN FONCTION

### LES REPRÉSENTANTS FÉDÉRAUX AU GRAND CONSEIL

Le 27 décembre, Delarageaz annonce au Gouvernement vaudois que le Grand Conseil constituant du Valais a tenu en ce jour sa première séance, sous la présidence de Joseph-Antoine Cretton de Martigny. Il constate avec plaisir que le parti radical est vraiment majoritaire ; il présente ensuite un compte rendu très détaillé de cette séance. On peut ainsi supposer qu'il a lu le soir même le protocole.

Dans son discours d'ouverture le président fait le point de la situation, et rend les députés attentifs à la lourde tâche qui leur incombe. Désormais les fonctions provisoires sont remplacées par des pouvoirs réguliers. On nomme le bureau définitif qui a pour président M. Pierre Torrent de Monthey et M. Gaspard Zen Ruffinen pour vice-président. L'après-midi du 27, après avoir entendu le rapport d'une commission nommée le matin, l'assemblée décide que les citoyens instigateurs des derniers événements seront exclus du Grand Conseil pour cette législature.

Delarageaz est déçu du manque de rigueur au sein de l'assemblée des députés. Il prétend que cette longue discussion « n'a roulé que sur des points de forme » et que les membres « n'osent pas s'aborder en face ». Il ajoute :

(...) ces gens sont d'une faiblesse à faire peur sur tout ce qui tient aux règles admises par les assemblées délibérantes ; ils confondent tout, attributions du Grand Conseil, du gouvernement provisoire, du Conseil d'Etat, c'est un pêle-mêle <sup>101</sup>.

A la fin de sa lettre, il fait savoir au Gouvernement vaudois que les trois Représentants sont invités à assister à la séance du lendemain 28 décembre. Dans une lettre du 19 décembre, Druet leur avait conseillé de se présenter en cérémonie au Grand Conseil et de lui adresser un discours pour « l'encourager et l'éclairer » ; il ajoutait que cela avait été très profitable à Lucerne et qu'il était nécessaire de « faire planer le drapeau national sur les souverainetés cantonales » <sup>102</sup>.

<sup>101</sup> Lettre de Delarageaz au Conseil d'Etat de Vaud - 27 décembre 1847 - ACV : J 275 (Affaires valaisannes).

<sup>102</sup> Lettre de Druet à Delarageaz du 19 décembre 1847. FD : C 167.

Le 28 décembre, une délégation de cinq membres est nommée par le Grand Conseil. Accompagnée de deux huissiers habillés aux couleurs cantonales, elle va chercher les trois Représentants à leur domicile et les introduit solennellement dans la salle des délibérations. MM. Frey, Franscini et Delarageaz prennent place sur les fauteuils laissés vacants par l'évêque et les deux délégués du clergé, puis prononcent tour à tour un discours. M. Franscini reste assez modéré. Il insiste surtout sur la nécessité de développer les grandes ressources du Valais, d'offrir des nouveaux débouchés pour ses produits, en multipliant ses rapports avec les autres cantons.

Delarageaz prend ensuite la parole. Son discours est plus percutant que celui de son collègue. Il revendique la suprématie absolue de l'Etat dans tous les domaines de l'activité humaine. Il essaie d'insuffler son énergie aux députés. Il leur fait remarquer que le pays a véritablement besoin d'une « impulsion nouvelle » dans de nombreux domaines : l'instruction publique doit se séparer de l'influence néfaste de l'Eglise, l'administration et l'organisation judiciaire doivent être revisées. Le travail de réorganisation sera difficile mais parfaitement réalisable. Il faut que le peuple entier s'émancipe et fasse valoir ses droits souverains pour obtenir la liberté et l'égalité. Delarageaz incite le Gouvernement valaisan à lutter contre l'ultramontanisme qui est l'ennemi du progrès et profite de faire rapidement la critique du Sonderbund. Le Représentant fédéral a bien précisé au début de son discours qu'il parlait au nom de l'amitié qui doit unir les Confédérés <sup>103</sup>.

Le *Courrier suisse* écrit à propos de ce discours : « Les tendances socialistes de l'orateur se reflétaient parfois dans la couleur de son langage » <sup>104</sup>.

Vient ensuite le tour d'Emil Frey qui lit son discours en allemand ; il s'exprime dans le même sens que son collègue vaudois et recommande l'adoption d'un nouveau pacte qui resserrerait les liens entre les divers cantons de la Confédération.

Dès que Frey a terminé son allocution, Torrent et Barman prennent tour à tour la parole. Ils remercient chaleureusement les trois Représentants fédéraux de l'intérêt qu'ils portent au Valais, de leur appui et de leurs précieux conseils durant le mois de décembre. Les dirigeants du canton approuvent les propositions des envoyés de la Diète ; ils les assurent que le gouvernement fera son possible pour développer l'instruction publique et pour réaliser les réformes législatives et judiciaires suggérées par Delarageaz. Barman déclare que le canton du Valais se rallie définitivement et sincèrement à la Confédération,

<sup>103</sup> Discours de Delarageaz adressé au Grand Conseil le 28 déc. 1847 - ACV : J 275 (Affaires valaisannes). Ce discours est cité en annexe pp. 63-67.

<sup>104</sup> *Courrier suisse*, article du 4 janvier 1848.

puis il attaque avec violence le parti clérical conservateur. Son discours, vivement applaudi, satisfait Delarageaz qui écrit à ce sujet : « (...) il a eu un beau et bon moment ». Le conseiller d'Etat vaudois ajoute que toute opposition réactionnaire lui semble impossible pour l'instant<sup>105</sup>.

En lisant le protocole de cette séance du 28 décembre<sup>106</sup>, on est frappé par l'entente qui s'établit entre les Représentants fédéraux et les membres du Grand Conseil. Les envoyés de la Diète sont assez habiles pour ne pas imposer des mesures trop strictes dans des domaines précis ; ils se contentent de relever les diverses failles de l'organisation cantonale. Les députés valaisans acceptent de recevoir des conseils et ne cachent pas leur reconnaissance envers la Confédération qui les a aidés à sortir d'une situation qui semblait sans issue.

### ÉLABORATION DE LA NOUVELLE CONSTITUTION ET DU DÉCRET DE SÉCULARISATION DES BIENS DU CLERGÉ

Le 5 janvier 1848, après une absence de quelques jours, Delarageaz est de retour à Sion. Il s'empresse d'informer le Conseil d'Etat vaudois des premières activités du nouveau Grand Conseil valaisan.

Le 29 décembre, l'assemblée a procédé à la nomination des deux députés à la Diète. Maurice Barman est élu premier député ; Gaspard Zen Ruffinen deuxième député. Tous deux ont reçu les instructions de leur gouvernement ; ils sont chargés de confirmer à la Diète l'entière soumission du Valais et d'insister pour la cessation de l'occupation militaire. Ils doivent aussi faire accepter le paiement des frais de guerre en titres, au taux le plus faible, vu l'impossibilité pour le canton d'acquitter sa dette en argent liquide.

Dans sa séance du 30 décembre, le Grand Conseil a décidé de faire imprimer dans les deux langues les discours des Représentants fédéraux et de les distribuer au peuple valaisan.

A part ces questions secondaires, la principale occupation du Grand Conseil durant ces premiers jours de janvier est la discussion du projet de constitution élaboré par le gouvernement provisoire. Comme les textes législatifs de 1844 se trouvent modifiés par les décisions de l'assemblée populaire du 2 décembre, il est nécessaire de reviser l'ancienne Constitution. Dans sa lettre au Gouvernement vaudois, Delarageaz constate que la discussion n'offre « rien de saillant ». Il est persuadé que la nouvelle Constitution n'apportera que peu de modifications hormis les

<sup>105</sup> Lettre de Delarageaz au Conseil d'Etat vaudois - 28 déc. 1845 - ACV : J 275 (Affaires valaisannes).

<sup>106</sup> AV : vol. 32.

nouvelles dispositions qui privent le clergé de ses droits politiques. Il aimerait voir la transformation du système électoral qu'il considère comme rétrograde. Le conseiller d'Etat vaudois explique que seuls les véritables bourgeois sont des citoyens actifs alors que les « habitants perpétuels », dépourvus d'un titre de bourgeoisie, n'ont pas le droit de vote. Ce système donne bien sûr trop de pouvoir à l'autorité communale, représentée uniquement par les bourgeois. Le Représentant fédéral a l'intention d'influencer les dirigeants du canton pour qu'il y ait des changements sur ce point, mais il n'est pas certain d'y parvenir<sup>107</sup>.

Les Représentants attendent le 10 janvier pour informer la Diète du travail accompli par le Grand Conseil<sup>108</sup>. Quelques détails nouveaux apparaissent par rapport à la lettre du 5 janvier au Conseil d'Etat vaudois. Les députés ont convoqué les assemblées primaires pour le dimanche 16 janvier ; le peuple devra se prononcer sur le projet de la nouvelle Constitution. Les députés eux-mêmes viennent de l'accepter à l'unanimité.

Les Représentants fédéraux ont fait quelques sondages dans l'opinion publique ; ils ont reçu en outre de nombreux renseignements : ils informent la Diète que la Constitution sera vraisemblablement acceptée, mais que le peuple « reste assez étranger à l'élaboration de cet acte constitutionnel ». Ils déplorent l'absence presque totale de journaux valaisans et l'inexistence d'un bulletin relatant les séances du Grand Conseil. Le peuple ne peut pas s'intéresser à des événements dont il n'a pas connaissance.

Si l'élaboration de la nouvelle Constitution se fait sans trop de heurts, un problème plus complexe rend souvent l'atmosphère tendue. Les députés au Grand Conseil ont pris connaissance de l'attitude négative des autorités ecclésiastiques vis-à-vis du décret du 9 décembre, concernant le paiement des frais de guerre. Ils ont lu en séance plusieurs lettres de protestation, entre autres celles de l'abbé de Saint-Maurice, du chanoine de Rivaz, de l'évêque du diocèse Pierre-Joseph de Preux et du nonce apostolique Alessandro Maciotti, sans compter toutes celles qui émanent des membres du clergé. Celui-ci dans son ensemble considère les décisions des 2 et 9 décembre comme illégales et refuse encore de payer.

Le Grand Conseil doit se rendre à l'évidence : il n'obtiendra pas l'argent nécessaire de cette façon ; il lui faut trouver de toute urgence un autre moyen. Cela donne lieu à des débats pénibles. L'archiviste d'Etat Gaspard de Stockalper a calculé que la dette du pays s'élève exactement à 1 493 642 francs<sup>109</sup>.

Le 8 janvier, il est donné lecture d'un message audacieux du gouvernement provisoire : il propose la réunion des biens du clergé et des

<sup>107</sup> Lettre de Delarageaz au Conseil d'Etat vaudois - 5 janvier 1848. ACV : J 275 (Affaires valaisannes).

<sup>109</sup> Borter : réf. AV - Fonds Stockalper n° 6.

<sup>108</sup> Rapport des Représentants à la Diète - 10 janvier 1848 - ACV : J 275.

corporations religieuses au domaine de l'Etat. Une commission de treize membres, chargée d'examiner ce projet, se voit refuser le délai de dix jours qu'elle demande pour donner réponse. Il est facile d'imaginer la stupéfaction de la Suisse catholique devant ce projet de décret. Lisons l'avis du *Courrier suisse* :

L'opinion publique a été vivement émue de cette mesure qui pourrait compromettre singulièrement la stabilité du nouveau régime. Dans les pays protestants où la dépendance de l'Eglise est consacrée par l'habitude, une proposition pareille n'étonnerait pas trop ; pour le Valais, où le clergé est tout-puissant, la transition semble bien brusque <sup>110</sup>.

Après une discussion animée, le projet de décret est pourtant accepté par 46 voix contre 34, sous réserve de la ratification par le peuple. Après avoir donné ces derniers détails au Conseil d'Etat de Vaud, Delarageaz écrit :

La majorité croit que le peuple sanctionnera ce décret, attendu que s'il ne le ratifie pas, il devra payer, lui, l'énorme dette qui pèse actuellement sur le Valais ; en présence de cette alternative, il fera volontiers le sacrifice des couvents ainsi que de l'opulence de l'Evêque et du chapitre de Sion <sup>111</sup>.

Le Représentant fédéral ajoute que cette affaire de sécularisation exige que les trois envoyés de la Confédération restent à Sion jusqu'au jour de la votation populaire. Des manifestations pourraient en effet avoir lieu qui nécessiteraient leur intervention.

Le 11 janvier, Delarageaz écrit de nouveau au Conseil d'Etat vaudois pour l'informer que le projet de décret a été examiné en second débat et a donné lieu à des discussions de droit. En effet, le président Pierre Torrent a exposé la doctrine des droits de l'Etat en cas de nécessité, invoquant l'antique « necessitas ». Un membre de l'assemblée affirme que dans les périodes de calamité le droit canon autorise l'impôt extraordinaire sur les biens du clergé. D'autre part, le superflu (« superfluum ») appartient en général aux pauvres ; comme l'Etat peut être alors considéré comme « le pauvre », il est normal qu'il puisse jouir de l'excédent des biens de l'Eglise.

<sup>110</sup> *Courrier suisse*, article du 14 janvier 1848 (N° 4).

<sup>111</sup> Lettre de Delarageaz au Conseil d'Etat de Vaud - 10 janvier 1848. ACV : J 275 (Affaires valaisannes).

Barman prétend que la société est propriétaire de tous les biens qui existent sur le sol du pays. Si les biens de l'Eglise appartiennent au peuple, ils appartiennent à l'Etat.

Delarageaz écrit à propos de Barman :

M. Barman s'est distingué (il a racheté tous ses péchés). Depuis quelques jours il est épris d'une excellente fièvre de radicalisme (...) Il a fortement contribué à faire adopter le projet du gouvernement provisoire qui est pour le fait le projet Pignat; cette mesure est l'une des plus radicales qui ait été prises en Suisse depuis bien longtemps<sup>112</sup>.

Le projet de décret est rédigé le 11 janvier. Le Conseil d'Etat vaudois fait savoir au Représentant fédéral qu'on est en général très satisfait des mesures prises en Valais. Il faudra attendre le 17 janvier pour connaître le résultat de ces deux votations importantes : l'acceptation ou le rejet de la nouvelle Constitution d'une part, du décret du 11 janvier d'autre part.

#### VOTATIONS POPULAIRES DU 16 JANVIER 1848

La nouvelle Constitution et le décret de sécularisation des biens du clergé sont acceptés à une forte majorité. Pour favoriser la participation, les citoyens ont pu voter hors de leur commune.

Dans leur rapport à la Diète daté du 20 janvier, les Représentants fédéraux énumèrent les modifications apportées par la Constitution de 1848. Elle marque un premier pas vers la démocratie en instituant le suffrage universel, le droit d'initiative, la liberté de presse, le libre établissement de commerce et d'industrie. Elle rend l'instruction publique obligatoire. Elle supprime les immunités ecclésiastiques et les droits de l'Eglise en matière politique. Elle modifie le régime communal, en augmentant le nombre des bourgeois.

Les Représentants donnent des chiffres dans leur rapport du 20 janvier : sur 8574 citoyens qui ont pris part à la votation, 7910 ont accepté la Constitution et 664 l'ont rejetée.

Quant au décret, il a été accepté à une forte majorité, cependant moins nette que la Constitution. Sur 7878 votants, 6522 l'ont accepté et 1356 l'ont rejeté.

Les Représentants sont tout de même un peu déçus de la participation au vote : la moitié des citoyens actifs seulement a pris part à la votation. Ils attribuent ce fait au temps très froid qui régnait ce

<sup>112</sup> Lettre de Delarageaz au Conseil d'Etat de Vaud - 11 janvier 1848. ACV : J 275 (Affaires valaisannes).



jour-là<sup>113</sup>. Le *Nouvelliste vaudois*, tout comme Delarageaz, estime que cela est dû à l'ancienne habitude de compter comme acceptants les électeurs absents<sup>114</sup>.

Le *Courrier suisse* critique les résultats de ce vote. Les radicaux annoncent que les neuf dixièmes de la population ont accepté la Constitution et le décret du 11 janvier, écrit-il, mais il ne s'agit en fait que du tiers de la population, puisqu'il y a eu 9266 votants sur 21 000 électeurs. Il insiste aussi sur le fait que les votes négatifs devaient être contre-signés, ce qui forçait la main à de nombreux citoyens. Plusieurs ont accepté le décret sous réserve de ratification par le Saint-Siège, dit encore ce journal<sup>115</sup>.

Le *Courrier suisse* n'a pas tort. Il est intéressant de relever sur les feuilles de dépouillement des votations que presque toutes les communes qui ont accepté le décret à l'unanimité ont ajouté une observation des habitants. Nous lisons entre autres les remarques suivantes : « pourvu que cela ne nuise pas à la foi » (commune d'Éggerberg, dizain de Brigue), « avec invitation d'en faire bon usage » (commune de Mollens, dizain de Sierre) ou « moyennant que cela ne porte pas atteinte au droit de l'Eglise » (commune de Champéry, dizain de Monthey). De toutes les remarques apposées ressort la même anxiété vis-à-vis des autorités religieuses catholiques : on aimerait en général la ratification du Pape.

Si les conservateurs valaisans ou suisses sont peu convaincus par le résultats de ces votations, les Représentants fédéraux sont satisfaits. Il était illusoire de compter sur une majorité encore plus nette. Ils écrivent à la fin de leur rapport du 20 janvier :

Les nombreuses améliorations apportées à l'Acte constitutionnel et le Décret de sécularisation constituent tout une révolution et la plus complète qui se soit accomplie dans le Valais. Si, au milieu des difficultés qui ne manqueront pas de surgir, les autorités chargées de l'exécution de ces actes législatifs, y apportent l'activité, le discernement et la fermeté dont elles sont capables, le Valais prendra dans peu d'années un rang honorable parmi les cantons où la démocratie est en progrès.

<sup>113</sup> Rapport des Représentants à la Diète - 20 janvier 1848.

<sup>114</sup> *Nouvelliste vaudois*, article du 21 janvier 1848 (n° 6).

<sup>115</sup> *Courrier suisse*, article du 27 janvier 1848 (n° 7).

VI

LE DERNIER MOIS D'OCCUPATION MILITAIRE  
EN VALAIS

IMPATIENCE DE DELARAGEAZ

On se souvient qu'au début de janvier, Delarageaz avait annoncé son retour pour la fin du mois, tout de suite après les votations. Il restera en fait un mois de plus qu'il avait escompté. Toutes ses lettres, de fin janvier au milieu de février, trahissent une impatience grandissante. Il commence à être exaspéré par la lenteur du gouvernement provisoire à régler le paiement des frais de guerre et aussi par le manque de souplesse de la Diète qui persiste à maintenir l'occupation militaire. Après le travail accompli en décembre, il lui semble n'avoir plus rien à faire. L'inactivité lui pèse. Ses lettres au Conseil d'Etat de Vaud ou ses rapports à la Diète se font rares.

Durant le dernier mois d'occupation, l'influence des Représentants est restreinte. Ils ne peuvent prendre des décisions à la place du Gouvernement valaisan. Leur tâche devient véritablement ingrate, puisqu'elle consiste à harceler les autorités du canton de messages les enjoignant de payer leur dette et à supplier la Diète de soulager financièrement le Valais en retirant ses troupes.

Selon le désir des Représentants, l'autorité fédérale avait pourtant licencié la moitié des contingents au début du mois de janvier. Parmi les troupes qui restent, le bataillon Monachon occupe le Haut-Valais et a fixé son état-major à Loèche. Les différentes compagnies sont cantonnées dans cette ville, à Tourtemagne, Rarogne et Viège. La compagnie de carabiniers d'Aigle occupe Sion et le second bataillon genevois est établi dans le Bas-Valais de Riddes à Saint-Maurice. Delarageaz fait quelques inspections ; il constate que la conduite des hommes est irréprochable, que leur santé est bonne, mais il comprend leur lassitude qu'entretient l'inactivité. Il écrit à sa femme le 23 janvier :

Nos troupes commencent à s'impatiser ; elles veulent à tout prix rentrer chez elles. De notre côté, nous serions très charmés, aussi, de pouvoir partir. Le temps devient long et ennuyeux mais je doute qu'on nous accorde de si tôt notre congé<sup>116</sup>.

Le Gouvernement vaudois apprend à la fin de janvier que le retour des Représentants est ajourné de plusieurs semaines ; il en est particu-

<sup>116</sup> Lettre de Delarageaz à sa femme - 23 janvier 1848 - FD : C 207.

lièrement déçu pour Delarageaz et Blanchet<sup>117</sup> donne même à son compatriote quelques suggestions pour trouver le temps moins long : qu'il organise les écoles valaisannes, qu'il fasse des courses, visite les musées, cherche des pierres et des fossiles !<sup>118</sup>

Mais Delarageaz n'en est pas là ; il va mettre tout en œuvre pour activer les choses. Il déplore que le décret de sécularisation des biens du clergé dans lequel la Diète, les Représentants fédéraux et le Gouvernement valaisan lui-même avaient placé tout leur espoir n'ait pas résolu le problème. Le 29 janvier pourtant, pressées par les trois envoyés fédéraux, les autorités du canton du Valais ont publié un nouveau décret qui règle l'application du principe de sécularisation<sup>119</sup>.

Delarageaz, comme il l'écrira dans son rapport à la Diète du 10 février, est persuadé que le retard d'exécution du décret du 29 janvier est la cause principale d'une situation qui traîne en longueur. Il n'a été promulgué que le 6 février et l'article 37 prévoit un délai de quinze jours avant l'entrée en vigueur des différentes mesures. Le Grand Conseil pense qu'une telle procédure permettra au clergé de trouver des moyens plus efficaces pour amortir la dette publique.

La lettre du 5 février adressée par les trois Représentants au Gouvernement valaisan est presque un ultimatum<sup>120</sup>. Elle lui rappelle le montant de la somme qui s'élève à 800 000 francs environ, et n'exclut pas la possibilité d'une intervention d'autres troupes fédérales. Le 6 février, le Gouvernement valaisan répond avec de nouvelles propositions : il offre de remettre à la Confédération des billets à ordre sur la caisse de l'Etat à courte échéance et pour le solde de sa dette, des créances ou hypothèques sur les biens du clergé situés sur le territoire de l'Etat. Le Gouvernement valaisan, tout en restant sceptique de l'issue d'une telle démarche, veut aussi essayer d'obtenir un prêt de l'étranger.

Les Représentants, toujours dans leur rapport du 10 février, font le résumé détaillé de la situation financière du Valais et terminent leur message par ces mots :

Nous croyons, Excellences et très honorés Messieurs, que la position exceptionnelle du Valais doit être prise en sérieuse considération et que les demandes faites par le Conseil d'Etat devraient être acceptées.

<sup>117</sup> *Rodolphe Blanchet* (1807-1864). Archéologue, numismate, écrivain vaudois. Vice-président du Conseil de l'instruction publique (1841-1862). Conservateur du Musée de botanique à Lausanne.

<sup>118</sup> Lettre de Blanchet à Delarageaz - 26 janvier 1848 - FD : C 213.

<sup>119</sup> Rapport des Représentants à la Diète du 10 février 1848 - Annexe I - ACV : J 275.

<sup>120</sup> Lettre des Représentants fédéraux au Gouvernement valaisan. Rapport à la Diète du 10 février 1848 - Annexe II - ACV : J 275.

Frey et Franscini avaient insisté en vain auprès de la Diète. On sait que Delarageaz les avait engagés à se rendre personnellement à Berne pour accélérer le renvoi des troupes et le rappel des Représentants fédéraux. L'impatience du radical vaudois se comprend d'autant mieux après l'échec de la démarche de ses deux collègues.

Le 14 février, les Représentants écrivent au Directoire fédéral. Ils viennent d'apprendre que la Diète va rappeler les deux tiers des troupes stationnées dans les cantons de l'ex-Sonderbund encore occupés mais que le 31 mars de nouveaux contingents les remplaceront si la situation l'exige. Les envoyés fédéraux laissent entendre à la Diète qu'ils trouvent cette décision absurde et inutile<sup>121</sup>.

La situation semblait devoir se prolonger lorsque le gouvernement se décide enfin à faire un effort considérable pour trouver l'argent réclamé par la Confédération. Delarageaz et ses collègues ne s'y attendaient même plus.

## SOLUTION AU PROBLÈME DES FRAIS DE GUERRE

A partir du 6 février, le clergé va mettre à profit le délai de quinze jours qui lui est imparti. Il envoie deux délégués à Lucerne pour discuter avec le nonce apostolique Maciotti des mesures à prendre ; ils font ensemble un premier calcul des sommes à verser à titre de contribution.

Le 8 février Delarageaz écrit à sa femme pour lui dire qu'il renonce au séjour de deux jours qu'il se proposait de faire à Lausanne<sup>122</sup>. Il doit attendre l'arrivée de Mgr Luquet, nommé délégué apostolique extraordinaire en Suisse par bref pontifical. Cet ecclésiastique a pour mission d'étudier les questions relatives à l'Eglise et au clergé en Suisse, particulièrement en Valais. A la Diète et au Gouvernement valaisan, on se méfie un peu de cet homme qui va tenter de sauver une partie au moins des biens de l'Eglise.

Druey écrit à Delarageaz un jour avant l'arrivée de Luquet à Sion : (...) je vous préviens que Mgr Luquet est un prélat dont il faut se méfier... il paraît qu'il veut reprendre *ab ovo* les affaires catholiques de la Suisse. Aussi faites-vous bien de tenir en garde le Gouvernement valaisan contre ce loup qui a revêtu la peau de mouton<sup>123</sup>.

Le 16 février, Luquet s'entretient avec les membres du clergé. Deux jours plus tard un premier projet est soumis au gouvernement : le clergé s'engage à verser la somme de 500 000 francs. Le Conseil d'Etat déclare l'offre insuffisante et rappelle que le délai expire le 21 février. Le clergé

<sup>121</sup> Rapport des Représentants à la Diète - 14 février 1848 - ACV : J 275.

<sup>122</sup> Lettre de Delarageaz à sa femme - 8 février 1848 - FD : C 225.

<sup>123</sup> Lettre de Druey à Delarageaz - 13 février 1848 - FD : C 230.

se hâte de soumettre une double proposition au Gouvernement du Valais : la somme d'argent est augmentée à 850 000 francs et l'on offre encore une dotation de la part du clergé. Une fois le versement effectué, le clergé restera propriétaire du reste de ses biens. L'évêque, le chapitre de Sion et le prévôt du Grand-Saint-Bernard adoptent cette solution <sup>124</sup>. D'un autre côté, les délais sont trop rapprochés pour permettre encore à Luquet de consulter Rome.

Le gouvernement, sans trop attendre les résolutions du clergé, travaille de son côté et prend les devants, ce qui lui vaudra les amères critiques des ecclésiastiques.

Delarageaz est à Lausanne lorsque son secrétaire <sup>125</sup> lui apporte des nouvelles fort satisfaisantes : « Le gouvernement s'est enfin décidé à se mettre en quatre pour ranger l'affaire des finances ». Le gouvernement pourra remettre 500 000 francs en titres hypothécaires à Franscini le 21 février au soir. Cette somme sera complétée par 100 000 francs de titres que Barman s'efforce de trouver parmi les biens du clergé situés dans le canton de Vaud et par 50 000 francs en écus. Galeer termine sa lettre par ces mots : « Je crois que vous serez obligé de revenir bien vite car les affaires hypothécaires profiteraient bien de votre présence » <sup>126</sup>.

Le lendemain 20 février, il écrit encore à Delarageaz que le Directoire accepte le mode de paiement du Valais et donne l'ordre de licencier immédiatement le bataillon Monachon <sup>127</sup>.

Dès son retour à Sion, Delarageaz s'entretient avec quelques notaires et financiers valaisans pour s'assurer de la valeur des biens hypothéqués. Le 24 février, il annonce à la Diète que « les titres sont plus que suffisants pour garantir les sommes demandées ». Il écrit à la fin de son rapport : « La dette du Valais peut être considérée comme liquidée, de manière à donner toute sûreté à l'autorité fédérale ». Il prend en outre l'initiative de congédier le dernier bataillon commandé par Veillard. Une seule question reste en suspens : la restitution des armes à leurs propriétaires. Les Représentants fédéraux décident de confier la garde de l'arsenal de Sion au Gouvernement du Valais. Ils considèrent leur mission comme terminée <sup>128</sup>. Le 29 février, ils font parvenir à la Diète leur rapport final qui résume l'ensemble de leurs activités et annonce qu'ils se proposent de partir le lendemain <sup>129</sup>. Le 1<sup>er</sup> mars, les trois Représentants quittent Sion et vont reprendre leurs anciennes fonctions, Delarageaz et Franscini comme conseillers d'Etat, Frey comme juge au Tribunal de Bâle.

<sup>124</sup> Borter, pp. 377 à 379.

<sup>125</sup> Albert Galeer (1813-1851). Genevois, fondateur de la société du Grütli.

<sup>126</sup> Lettre de Galeer à Delarageaz - 18 février 1848 - FD : C 234.

<sup>127</sup> Lettre de Galeer à Delarageaz - 19 février 1848 - FD : C 235.

<sup>128</sup> Rapport des Représentants fédéraux à la Diète - 24 février 1848 - ACV : J 275.

<sup>129</sup> Rapport final des Représentants fédéraux en Valais - 29 février 1848 - ACV : J 275.

## CONCLUSION

Delarageaz a quitté le Valais, sa mission accomplie. A son arrivée au début de décembre 1847, le canton était encore en armes, bouleversé par la capitulation, et sans gouvernement. A son départ, le 1<sup>er</sup> mars 1848, il est pacifié, acquis aux idées de la Confédération et décidé à fournir de grands efforts pour se sortir d'une situation retardataire. Le conseiller d'Etat vaudois n'a pas été seul responsable des transformations du canton, mais il a payé véritablement de sa personne pour que la reconstitution se fasse avec le plus d'harmonie possible. Jamais il ne s'est imposé en dictateur ; resté habilement au second plan, il a soutenu les dirigeants du Valais lorsque cela était nécessaire.

Son travail était intéressant et varié, touchant aux domaines politique, religieux, militaire, financier et humain. Ses qualités lui ont permis de s'acquitter de cette tâche en diplomate. Avec fermeté, il a su, dans les circonstances décisives, s'imposer auprès du nouveau Gouvernement valaisan, lui montrer le chemin parfois. En d'autres occasions, il est resté discret. De tempérament simple et direct, il a trouvé facilement le contact avec la population valaisanne. Une autre qualité lui fut précieuse : sa faculté d'adaptation aux événements les plus variés.

Delarageaz n'a pas craint, tout au long de sa mission, d'appliquer fidèlement ses principes politiques radicaux au risque de paraître trop engagé. C'est d'ailleurs ce que lui demandent la Diète, Druey et le Conseil d'Etat vaudois. Les radicaux suisses espéraient imposer leur doctrine dans tous les cantons afin d'obtenir un accord unanime pour la revision du Pacte de 1815.

Delarageaz n'a cessé d'écouter les conseils de l'extérieur, il a toujours suivi à la lettre les instructions reçues, les devançant même parfois. Il n'a certainement jamais dû se forcer pour exécuter ce qu'on lui demandait.

Des trois Représentants fédéraux, Delarageaz a véritablement conduit cette mission, fortement soutenu par Frey qui avait la même vitalité et les mêmes tendances politiques. Franscini était trop modéré pour avoir beaucoup d'influence. Delarageaz a dit lui-même qu'il le croyait « un peu usé » et qu'il ne péchait pas par excès d'énergie ».

L'opinion de Delarageaz à l'égard des Valaisans est souvent sévère. Peut-être exagérée quelquefois, elle semble véritablement sincère ; preuve en est la façon naturelle et parfois familière avec laquelle elle est exposée dans ses lettres. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque le Valais accuse du retard sur les autres cantons dans de nombreux domaines. Cela tient avant tout à sa configuration géographique et aux difficultés de com-

munications entre les vallées. En bon démocrate, Delarageaz déplorait l'inexistence d'une vie publique. Anticlérical convaincu, il osait nommer « esclavage » la dépendance du peuple vis-à-vis du clergé. Si Delarageaz a critiqué les Valaisans, c'est aussi pour leur faire entrevoir qu'ils pouvaient améliorer leur situation.

Les adversaires du régime radical ont fait remarquer que la mission des radicaux envoyés par la Diète dans les cantons du Sonderbund n'a pas eu une portée très durable. En 1852, en effet, un revirement politique se dessine et en 1857, le régime conservateur clérical est de nouveau au pouvoir en Valais.

Indépendamment de ces critiques, il est indéniable que le Représentant fédéral a répondu à l'attente de la Diète. Radical, il a influencé l'orientation politique du canton. Chargé par la Confédération de la reconstitution du Valais et du règlement des frais de guerre, il a parfaitement mené à bien sa mission.

## ANNEXES

### I

#### BIOGRAPHIE DE LOUIS-HENRI DELARAGEAZ

##### Deuxième partie (1848-1891)

Le 12 janvier 1848, pendant qu'il est en mission dans le canton voisin, Delarageaz est réélu à une forte majorité au Conseil d'Etat vaudois<sup>180</sup>. Il se voit attribuer le Département de l'instruction publique et doit attendre le 18 février<sup>181</sup> pour être assermenté, alors qu'il est de passage à Lausanne.

Dès le 4 mars, rentré de sa mission en Valais, il est de nouveau présent aux séances et le 18 juin de cette même année, il est désigné comme adjoint au Département militaire, en remplacement de M. Fischer. Après la nomination de Druey au Conseil fédéral, tout le monde s'accorde à dire qu'il devient le véritable chef du Conseil d'Etat. Il y siège jusqu'en 1862, année où le régime radical est renversé par la coalition de la droite et de la gauche avancée. Remplacé par Eytel<sup>182</sup>, il est écarté momentanément du pouvoir et devient alors chef de l'opposition. Comme le nouveau régime se disloque assez rapidement, Delarageaz reprend sa place au Conseil d'Etat jusqu'en 1878. Mais l'homme qui passait pour un radical extrémiste au début de sa carrière ne partage plus les idées de la génération qui le suit et n'arrive pas à s'adapter aux tendances nouvelles.

La lutte devient de plus en plus pénible entre le néo-radicalisme incarné en la personne de Ruchonnet et le radicalisme de 1845. Delarageaz avait défendu la théorie de l'impôt indirect sur le fermage des terres. Ruchonnet<sup>183</sup> a au contraire pour idéal d'instituer l'impôt direct et progressif sur tous les éléments de la fortune. Beaucoup plus que son aîné, Ruchonnet se préoccupe de développer l'instruction supérieure.

Lorsqu'en janvier 1878, le peuple accepte à une forte majorité la réforme proposée par Ruchonnet sur la défalcation des dettes hypothécaires, Delarageaz sent que son temps est fini : il refuse son élection et prend une retraite définitive. Il a passé vingt-huit ans au Gouvernement vaudois.

Sur le plan fédéral, Delarageaz a joué un moins grand rôle que dans son canton. Toutefois il ne faut pas oublier qu'il est élu au Conseil national en 1857, où il représente l'arrondissement vaudois de l'Ouest. Il y siège

<sup>180</sup> Arch. chanc. Etat - vol. 143 (12 janvier 1848).

<sup>181</sup> Arch. chanc. Etat - vol. 144 (18 février et 18 juin 1848).

<sup>182</sup> *Jules Eytel* (1817-1873). Avocat vaudois. Un des chefs du parti radical. Député à la Diète de 1845 à 1847. En 1861, s'allie avec les députés libéraux agrariens. Conseiller d'Etat et aux Etats de 1862 à 1863. Conseiller national de 1864 à 1872.

<sup>183</sup> *Louis Ruchonnet* (1834-1893). Avocat vaudois. Député au Grand Conseil et au Conseil national en 1866. Président du Conseil national en 1869 et 1875. Chef de la jeune école radicale démocratique vaudoise. Conseiller fédéral en 1881.



sans interruption jusqu'en 1881. Au Conseil national, on lui reproche un peu son « cantonalisme » et son refus d'accepter la centralisation.

Sa carrière militaire n'est pas à négliger. On sait le rôle qu'il a joué pendant la guerre du Sonderbund avant d'être nommé Représentant fédéral. Quelques années plus tard, en 1855, il devient colonel, toujours dans l'état-major d'artillerie. Deux ans après, il se voit confier une tâche importante.

En 1856 avait éclaté l'affaire de Neuchâtel. En janvier 1857, on a peur d'une intervention armée de la Prusse ; le général Dufour est chargé de garder la frontière suisse de Bâle au lac de Constance. Le colonel Delarageaz a pour mission de mettre la ville de Bâle en état de défense et il acquiert dans cette cité une grande popularité.

En 1881, Delarageaz se retire définitivement de la politique. Pendant dix ans il vit dans son domaine de Préverenges qu'il aime par-dessus tout et qu'il n'a jamais voulu quitter pour habiter la capitale, comme il est d'usage pour tous les conseillers d'Etat. Il cultive ses vignes et gère ses biens. En 1890, à 83 ans, il est atteint par une mauvaise grippe et ne s'en remet pas.

De tous les articles nécrologiques publiés le lendemain de sa mort, survenue le 14 mars 1891, ressort la même impression. L'attachement du peuple vaudois à cette personnalité est très profond, et l'on peut dire que cette affection a été réciproque pendant de très nombreuses années. Cet homme, qui aimait de tout cœur son pays, jouissait d'une faveur considérable, surtout à la campagne. On rendait souvent hommage à sa popularité en nommant de nombreux enfants Louis-Henri.

Quelques lignes d'un des articles nécrologiques résument bien l'estime et le respect que lui ont témoigné ses contemporains :

Le souvenir du colonel Delarageaz restera dans l'histoire vaudoise comme celui d'un homme en qui s'est incarné de la manière la plus vivante l'esprit général du canton de Vaud durant la période qui a suivi immédiatement la révolution de 45. Avec lui disparaît une des figures les plus caractéristiques de notre époque et de notre pays <sup>134</sup>.

## II

### DISCOURS

ADRESSÉ AU GRAND CONSEIL CONSTITUANT DU VALAIS,  
DANS LA SÉANCE DU 28 DÉCEMBRE 1847,  
PAR M. LE CONSEILLER D'ÉTAT DELARAGEAZ,  
REPRÉSENTANT FÉDÉRAL

(Imprimé par ordre du Grand Conseil constituant du Valais)

Monsieur le Président et Messieurs les Députés !

Mon honorable collègue, Monsieur le Conseiller d'Etat Franscini, dans un langage ferme et modéré, a retracé quelques traits de votre histoire et pré-

<sup>134</sup> ACV : Dossier ATS - Art. nécrologique du 16 mars 1891. (Le titre du journal n'est pas indiqué.)

senté des aperçus généraux sur les travaux que vous aurez à accomplir ; invité à prendre aussi la parole dans cette enceinte et en ce jour si solennel pour votre canton, je toucherai de plus près quelques points qui me paraissent plus particulièrement devoir attirer votre attention.

Ce n'est pas dans le but de faire des discours que nous sommes venus au milieu de vous, mais nous tenions à vous faire part de nos idées, et à vous dire ce que nous croyons pouvoir être fait, dans l'intérêt de la réorganisation politique de votre canton et pour procurer sa pacification durable.

C'est au nom de l'amitié et comme Confédérés que nous nous adressons à vous, aussi nous n'avons nullement l'intention de prescrire ou d'imposer des doctrines, de donner ou de dicter des ordres ; non, Messieurs, nous parlons ici comme Représentants de la Haute Diète fédérale qui entend que l'existence cantonale soit respectée, qui ne veut pas de l'unitarisme, qui n'entend nullement porter atteinte à la religion de vos pères, mais qui désire resserrer les liens de fraternité qui doivent nous unir comme des enfants d'une même patrie et faire de nous de vrais et fidèles confédérés.

Votre tâche est grande, Messieurs, elle est ardue. Tout chez vous a besoin d'une nouvelle impulsion ; les éléments ne vous manquent pas, mais ils sont dispersés, vous devez les réunir ; vous avez à créer l'instruction publique ; l'administration a besoin d'une nouvelle vie, et l'ordre judiciaire réclame d'importantes améliorations ; mais si votre tâche est pénible, si elle est rude, la satisfaction que vous ressentirez de l'avoir accomplie, sera pour vous d'autant plus précieuse, ce sera votre plus douce récompense.

Vous puiserez la force qui vous est nécessaire, pour accomplir la haute mission qui vous est imposée, dans la conscience que vous travaillez pour une cause juste et grande, permettez-moi d'ajouter, que vous travaillez pour une cause sainte ; car il s'agit de l'émancipation intellectuelle et morale du peuple valaisan, et il s'agit aussi d'assurer la liberté pour tous et une parfaite égalité devant la loi.

Vous puiserez la force qui vous est nécessaire, dans le mandat qui vous a été confié par la grande majorité des citoyens du canton et dans l'appui que vous avez droit d'attendre de la Confédération.

Vous devez porter haut le pouvoir de l'Etat ; vous le devez dans l'intérêt de l'ordre et afin d'assurer la tranquillité publique ; le pouvoir doit être manié d'une main ferme, la pacification durable du pays le réclame. Aucun ordre de fonctionnaires, à quelque catégorie religieuse ou civile qu'il appartienne, ne doit se placer à côté de l'Etat, à plus forte raison ne devez-vous pas permettre qu'il soit dominé.

Ayez toujours en vue l'application du principe de la souveraineté populaire.

Placez votre confiance dans le peuple, lors même que son entendement a été obscurci par de fausses prédications et par les effets délétaires de l'ultramontanisme ; rappelez-vous que les peuples, quels qu'ils soient, ont l'instinct des grandes choses, ont le sentiment vague de ce qui est utile, de ce qui est bon, et dès qu'un pouvoir travaille sincèrement et sans arrière-pensées à l'amélioration de la condition sociale des masses, et qu'il veut assurer la liberté et l'égalité pour tous, et pour chacun en particulier le libre développement de ses facultés intellectuelles et morales, ce pouvoir aura pour lui toutes les sym-

pathies du peuple et il peut être assuré d'obtenir son concours, sa confiance et son affection ; et alors tout ce que les ennemis de la démocratie pourraient tenter de faire pour entraver la marche du progrès, tournera à l'avantage du progrès lui-même ; rien n'est perdu dans ce monde, l'œuvre du méchant est le plus souvent un enseignement qui favorise l'accomplissement de la destinée de l'humanité.

Toutefois, si nous passons en revue les faits qui se sont accomplis depuis quelques jours, nous devons reconnaître que votre tâche a été facilitée par les résolutions de l'assemblée souveraine du 2 décembre courant et par les mesures prises par le gouvernement provisoire. Un grand acte de justice a été accompli, le peuple a fait disparaître des privilèges surannés, des immunités qui assuraient l'impunité à une classe d'hommes, à une classe de fonctionnaires.

L'instruction publique est la partie de l'administration qui fixera plus particulièrement votre attention, car elle mérite toute votre sollicitude ; rendez-lui son caractère national ; placez-la sous la direction et la surveillance de l'Etat ; ouvrez ainsi un débouché à l'activité intellectuelle de vos concitoyens. Aujourd'hui l'instruction relevée n'a d'application que dans la carrière ecclésiastique et les fonctions publiques et judiciaires ; faites que la science et les belles-lettres aient un but, qu'elles conduisent à une vocation et soyez-en bien sûrs, votre pays ne manquera pas de sujets qui se distingueront dans cette carrière ; le Valais a fourni son contingent d'hommes à haute capacité.

Répudiez le système de ces gens qui, sous le prétexte d'assurer à leur canton l'indépendance vis-à-vis de la Confédération, et de maintenir l'existence cantonale qui n'était menacée par personne, livraient l'instruction publique et l'éducation du peuple à des hommes soumis à un pouvoir étranger.

Repoussez les idées de ces hommes aveuglés, de ces insensés, qui voulaient arrêter la marche du progrès et faire reculer la civilisation. Car, si le Sonderbund eût été victorieux, la Suisse était destinée à servir de boulevard à la réaction européenne et à la restauration de toutes les aristocraties.

Ne vous arrêtez pas devant des difficultés imaginaires, ne vous arrêtez pas même devant des difficultés réelles, vous possédez de bons éléments dans votre canton. Commencez, ne craignez pas, lors même que le commencement de vos établissements d'instruction sera modeste. C'est le plus souvent la meilleure condition de leur assurer un brillant avenir.

C'est par l'instruction que les hommes acquièrent la liberté, car pour être libre un citoyen doit connaître, doit savoir, avant tout, ce qu'il veut.

Ce qui a rapport à l'administration, a déjà été traité par mon honorable collègue ; cependant nous dirons encore que l'Etat ne peut rester étranger à aucune manifestation de la vie humaine. Religion, instruction publique, agriculture, industrie, arts, etc., doivent être placées sous sa protection, c'est en imprimant une direction utile à ces différentes branches de l'activité de l'homme que vous assurerez le véritable progrès, l'ordre et l'économie.

Il est une des manifestations de la vie sociale que vous serez appelés à protéger, nous voulons parler des associations. La démocratie entraîne à sa suite une foule de sociétés de tout genre, elles en sont, en quelque sorte, l'essence et la vie ; comme citoyens créez, propagez des sociétés littéraires, ou historiques ou scientifiques, des sociétés de chant et surtout des sociétés militaires ; c'est dans ces différentes réunions que les hommes apprennent à se connaître, que

les préventions s'effacent, que les animosités qui pourraient exister entre les différentes parties d'un pays s'émoussent et prennent fin ; c'est dans ces réunions que la vie publique naît et que l'esprit public se développe et grandit.

Votre pouvoir, votre activité comme magistrats dans cette direction doit tendre à organiser la liberté et votre main ne doit se faire réellement sentir que pour réprimer les abus qui pourraient avoir quelque danger pour la morale et l'ordre public.

Votre pays est beau, il possède de grandes ressources, mais vous avez deux ennemis redoutables à combattre, l'ultramontanisme et les invasions du Rhône ; livrez-leur une guerre acharnée, portez votre activité sur ces deux points ; qu'il ne vous reste d'ardeur belliqueuse que pour repousser l'étranger, si jamais il voulait tenter de porter atteinte à notre indépendance nationale et jamais pour combattre des confédérés ou des frères. Dirigez l'action du peuple du côté de l'agriculture et des arts utiles, seule source d'une prospérité durable et réelle.

Vous effacerez, sans nul doute, de votre constitution ces malheureux articles qui proscrivent le culte de la religion protestante et vous ferez ce qui dépendra de vous pour que les mariages mixtes soient admis, car il y a aussi place chez vous pour les deux confessions, elles peuvent vivre en paix sur le même sol ; à Dieu ne plaise que vous voyiez dans ces quelques paroles la plus petite intention, la plus petite tendance de vouloir remplacer l'une des confessions par l'autre, non, Messieurs ; nous ne sommes pas à une époque où le progrès de l'humanité réclame un pareil travail et l'accomplissement d'une pareille tâche. Et puis, Messieurs, que chacun de nous adore Dieu selon que sa conscience le lui prescrit.

Enfin, Messieurs, décrétez le libre établissement chez vous pour tous les Confédérés et le libre exercice de leur industrie, sans renoncer toutefois à la surveillance et à la police qui appartiennent à l'Etat ; que le Conseil d'Etat soit chargé de voir jusqu'à quel point l'appropriation du sol peut avoir lieu en faveur des étrangers au canton.

C'est une marque de confraternité que vous devez à vos Confédérés, elle ne vous sera pas onéreuse, car cette mesure est dans l'intérêt bien entendu de votre canton ; les arts utiles et l'agriculture en particulier en recevront une impulsion nouvelle. Un pays reste stationnaire dans ses moyens de production, s'il ne profite pas des découvertes et des procédés industriels inventés par ses voisins.

Dans l'ordre judiciaire, vous avez aussi de nombreuses réformes à opérer ; l'organisation des tribunaux, la procédure et particulièrement tout ce qui tient à l'administration de la justice pénale réclament vos soins ; appliquez-vous dans ce travail à simplifier les rouages de cette partie de l'administration, proscrivez le formalisme et ne conservez de cette plaie attachée à l'espèce absolument que ce qui est nécessaire pour garantir contre les surprises.

Partout, Monsieur le Président et Messieurs, votre tâche est grande, il faut avoir du courage et du dévouement pour l'entreprendre, mais vous ne manquez ni de l'un ni de l'autre.

Si nous nous permettons d'exprimer avec franchise notre opinion sur quelques points qui réclament votre sollicitude, veuillez ne voir dans cette démarche que l'expression de nos sentiments de bienveillance et de bon voisinage, et le désir que nous avons de voir votre canton marcher dans la voie

du progrès et de la démocratie, afin d'assurer entre vous et vos Confédérés des liens durables d'amitié, de concorde et de paix.

Tous ces biens nous sont nécessaires pour travailler en commun à la révision du pacte fédéral et pour le remplacer par un acte d'association qui, tout en conservant les cantons, trace d'une manière plus précise leur souveraineté et leur sphère d'activité et détermine les attributions de l'autorité centrale.

Nous faisons des vœux pour la prospérité de votre canton et pour qu'il plaise au Tout-Puissant de bénir vos travaux.

## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

### SOURCES MANUSCRITES

#### 1. ARCHIVES CANTONALES VAUDOISES

##### *Affaires fédérales - Série J.*

*Sonderbund* : J 274-278 - 5 dossiers en carton numérotés 1 à 5.

Nous avons surtout utilisé le carton J 275 (N° 2) contenant des liasses non numérotées qui portent les indications suivantes :

— *Rapports des représentants à la Diète* ; Valais, 1847-1848.

— *Rapports des représentants au Vorort* ; Valais, 1847-1848.

— *Affaires valaisannes* (quelques dossiers mixtes Valais Fribourg 1847-1849) avec : Lettres adressées par la délégation en Valais au Conseil d'Etat du canton de Vaud.

Pièces concernant la capitulation, l'occupation par les troupes fédérales et la reconstitution du Valais en novembre et décembre 1847, janvier 1848.

Copie des lettres de Kalbermatten au Conseil d'Etat du Valais.

Traduction des lettres du Conseil de guerre du Sonderbund au Conseil d'Etat du Valais en 1847.

Décrets, proclamations et arrêtés du canton du Valais en décembre 1847, janvier et février 1848.

##### *Archives du Grand Conseil - Série K II.*

*Protocoles des séances du Grand Conseil - Série K III 10.*

Tome XVII : 1<sup>er</sup> juin 1846 au 20 mai 1848.

##### *Archives du Conseil d'Etat - Série K III.*

*Protocole des séances du Conseil d'Etat (minute) - K II 10.*

(1832 à 1926 : 4 registres par année).

Nous avons surtout utilisé les Nos 10, 11, 12 pour l'année 1847 et les Nos 1, 2, 3 pour l'année 1848.

##### *Correspondance de la Chancellerie d'Etat à la Diète.*

Carton non classé, qui fera partie de la série K III, avec liasses non numérotées.

En particulier :

Lettres de Louis-Henri Delarageaz à Henri Druey, député de la Diète.

#### 2. ARCHIVES DE LA CHANCELLERIE D'ÉTAT DE VAUD.

*Protocole des délibérations du Conseil d'Etat du canton de Vaud (copie).*

Vol. 141 : 2 octobre 1846 au 9 mars 1847.

Vol. 142 : 10 mars 1847 au 20 août 1847.

Vol. 143 : 21 août 1847 au 17 janvier 1848.

Vol. 144 : 18 janvier 1848 au 17 juin 1848.

*Registre des séances du Grand Conseil du canton de Vaud.*

Vol. 14 : 1847 à 1849.

#### 3. ARCHIVES CANTONALES DU VALAIS, SION.

##### *Conseil d'Etat - Sonderbund :*

Pièces officielles et annexes, 1844 à 1847.

Vol. 5 (200 pièces reliées tout au hasard).

*Protocole des séances du Grand Conseil constituant du canton du Valais.*

Vol. 32 : 27 décembre 1847 au 29 janvier 1848.

140 pages + annexes Litt. A à Z et AA à DD.

*Protocole des séances du Conseil d'Etat du Valais.*

Vol. 45 (copie) : 1<sup>er</sup> octobre 1847 au 30 novembre 1847.

Vol. 46 (original) : 1<sup>er</sup> octobre 1847 au 30 novembre 1847 + séance du 3 décembre 1847.

Vol. 47 : 29 janvier 1848 au 30 mars 1848.

#### 4. FONDS DELARAGEAZ

Département des manuscrits de la Bibliothèque cantonale universitaire - Cote : IS 3681.

*Description du fonds.*

*9 classeurs contenant la correspondance de Delarageaz.*

Lettres classées dans l'ordre chronologique, montées sur onglets par Delarageaz lui-même. Ces classeurs ont la même dimension : environ 400 mm/275 mm.

A : 1832-1849, 170 pièces.

B : 1845-1846, 228 pièces.

C : 1847-1848, 309 pièces.

(ancienne cote : F 452 ; don de Louis-Charles Delarageaz, fils de Louis-Henri, à la BCU en 1906.)

D : 1849-1850, 230 pièces.

E : 1851-1854, 113 pièces.

F : 1855-1859, 212 pièces.

G : 1860-1864, 334 pièces.

H : 1865-1869, 225 pièces.

I : 1870-1879, 582 pièces.

Dans cette série nous avons utilisé principalement le classeur C qui contient les lettres reçues par Delarageaz et quelques lettres envoyées. Entre autres : lettres écrites par Druey, Eytel, Briatte, Blanchenay.

Les autres écrits ne sont pas collés sur onglets. Ils sont classés comme suit, dans des cartons portant les lettres J à N.

J : *Correspondance* classée par ordre chronologique 1830-1881 (125 pièces).

K : *Ecrits de Delarageaz.*

K1 : Autobiographie (1807-1830), manuscrit (1 cahier et 2 feuillets).

K2 : Création de l'Association patriotique, manuscrit sans date (copie) (1 cahier).

K3 : La révolution vaudoise des 14 et 15 février, manuscrit sans date (copie) (feuilles volantes, 1 cahier relié, 1 cahier non relié) + 2 brochures (Rév. vaud. des 14 et 15 fév.) parues à Lausanne en 1845 - Imprimerie Corbaz et Robellaz.

K4 : Matériaux de travail ayant servi à la rédaction de la brochure ci-dessus (K3) (feuilles volantes).

L : *Notes diverses de Delarageaz* (7 chemises).

M : *Imprimés divers 1793-1859* (15 chemises).

Recueil d'hymnes (1 chemise).

Journaux et revues diverses (8 chemises).

N : *Notes de Louis-Charles Delarageaz*, fils de Louis-Henri. Correspondance, nominations, etc., 1892-1903 (1 liasse).

Dans cette deuxième série, nous avons surtout utilisé le carton K ; c'est pourquoi nous en donnons le détail.

L'inventaire du Fonds Delarageaz est en cours et paraîtra sous peu (*l'Inventaire de Louis-Henri Delarageaz* (IS 3681), établi par Marianne Perrenoud et Olivier Pavillon, Lausanne, BCU, 1971, V+188+II fol. multigraphiés, constitue le n° X de l'Inventaire des fonds manuscrits. Note de la réd.)

## SOURCES IMPRIMÉES

### PÉRIODIQUES

Valais *La Gazette du Simplon*

Saint-Maurice, 1847 - vol. 4.

Journal conservateur qui fut supprimé en décembre 1847.

*L'Observateur, journal valaisan*

Sion, 1847-1848 - vol. 2.

Journal libéral, hebdomadaire. Il cessa de paraître du 23 octobre au 4 décembre 1847 à cause des événements politiques.

Dans les années 1843 à 1844 et 1849 à 1857, ce journal est intitulé *Courrier du Valais*.

Vaud *Le Courrier suisse*

Lausanne, 1847 et 1849 (cote BCU : B 1332).

Journal conservateur qui paraît à cette époque deux fois par semaine. Dès sa fondation, en mars 1840, il est opposé au *Nouvelliste vaudois* ; par la suite il devient toujours plus violent à l'égard du parti radical.

*La Gazette de Lausanne et Journal suisse*

Lausanne, 1847 et 1848 (cote BCU : B 1329).

Fondée en 1798 sous le titre de *Peuple vaudois*, *Bulletin officiel*. Journal libéral qui paraît à cette époque deux fois par semaine. Dès 1804 intitulée *Gazette de Lausanne* ; dès 1816 intitulée *Gazette de Lausanne et Journal suisse*.

*Le Nouvelliste vaudois*

Lausanne, 1847 et 1848 (cote BCU : B 1331).

De 1824 à 1848, il paraît deux fois par semaine. Journal créé en 1815 pour combattre l'ordre des choses imposé au canton de Vaud en 1815. En 1820, il devient libéral sous la direction de Charles Monnard. *Le Nouvelliste vaudois* devient ensuite l'organe d'Henri Druey et du parti radical vaudois.

Divers titres :

1824 à 1830 : *Le Nouvelliste vaudois*.

1830 à 1835 : *Nouvelliste vaudois*.

1856 à 1914 : *Nouvelliste vaudois et Journal national suisse*.

*Dossier nécrologique des Archives cantonales vaudoises*

Articles nécrologiques relatifs à Louis-Henri Delarageaz dans *La Revue* (16 mars 1891) ; *La Gazette de Lausanne* (16 mars 1891) ; *Le Nouvelliste vaudois* (16 mars 1891) ; *La Tribune* (18 mars 1891) ; *La Nouvelle Gazette de Zurich* (17 mars 1891) ; *Le Genevois* (17 mars 1891) ; *Le Journal de Genève* (17 et 18 mars 1891) ; *Bund und Basler Nachrichten*, dépêche commune (16 mars 1891).

AUTRES SOURCES IMPRIMÉES

*Recès de la Diète*

Années 1847 et 1845 (cote BCU : T 1632 a). Texte multigraphié, en français. Imprimés, en annexe (litt. M) : tous les rapports envoyés à la Diète par les Représentants fédéraux en Valais, du 8 décembre 1847 au 29 février 1848.

*Recueil des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais dès 1847 à 1852*

Sion, tome VIII - 2<sup>e</sup> édition, 1884.

Ce recueil nous a été utile lorsqu'un décret ou un arrêté n'était pas classé avec les autres documents d'archives.

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE DU VALAIS

Bieler, Victor (Mgr) : *Notice sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat en Valais depuis 1847*. Sion 1930, 133 p.

Biollay, Emile : *Le Valais de 1815 à 1965*. Sion 1966, 44 p.

Bortier, Leopold : *L'Eglise, le clergé et l'Etat du Valais, 1839-1849*. Traduit de l'allemand par Grégoire Ghika. Dans *Annales valaisannes*, 1964, pp. 243-420 (cité Bortier).

Rilliet de Constant, Louis : *Le Valais de 1840 à 1844*. Lausanne 1845, 312 p.

Rilliet de Constant, Louis : *Novembre et décembre 1847 - Fribourg, Valais et la première division*. Berne et Zurich 1848, 255 p. (cité Rilliet).



- Gay, Hilaire : *Histoire du Vallais depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours*. 2<sup>e</sup> édition, Genève 1903, 326 p.
- Quaglia, Lucien (chanoine) : *La maison du Grand-Saint-Bernard des origines aux temps actuels*. Aoste 1955, 695 p.
- Ribordy, Louis : *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du canton du Vallais*. Sion 1885, 410 p.
- Rivaz, Paul de : *Histoire contemporaine du Valais*. Sion 1946-1950, 2 vol. 142 et 186 p.

#### ÉTUDES PARTICULIÈRES

- Biaudet, Jean-Charles : *La révolution vaudoise de 1845*. Lausanne 1946, 33 p. (Collection des Etudes de Lettres).
- Biaudet, Jean-Charles : *Les origines de la constitution fédérale de 1848*. Lausanne 1949, pp. 1-33 (Publications de l'Université de Lausanne).
- Biaudet, Jean-Charles : *Echos du Sonderbund. Lettres choisies de Samson Vuilleumier, 1847*. Lausanne 1947 (édit. Eglise nationale vaudoise), 252 p.
- Bonjour, Edgar : *Die Gründung des schweizerischen Bundesstaates*. Basel 1948, 360 p.
- Bucher, Erwin : *Die Geschichte des Sonderbundskrieges*. Zurich 1966, 595 p. (cité Bucher).
- Cretineau-Joly, Jacques : *Histoire du Sonderbund*. Genève, Fribourg 1850. 2 vol.
- Deriaz, Ernest : *Histoire du parti radical-démocratique vaudois - 1845-1945*. Lausanne 1945, 99 p.
- Gaullieur, Eusèbe-Henri : *La Suisse en 1847, ou Précis des événements politiques et militaires accomplis dans la Confédération pendant le cours de cette année et au commencement de 1848*. Genève 1848.
- Leresche, Jean-Louis-Benjamin : *Diète, Jésuites et Sonderbund*. Lausanne 1848, 260 p.
- Luquet, Jean-François-Onésime : *Lettre à N. S. Père le Pape Pie IX sur l'état de la religion catholique en Suisse*. Fribourg 1853, 227 p.
- Reverdin, Olivier : *La guerre du Sonderbund vue par le général Dufour, juin 1847-avril 1848*. Genève 1948, 134 p.

#### BIOGRAPHIES

- Chapuisat, Edouard : *Le Général Dufour, 1787-1875*. Lausanne 1942, 249 p.
- Lasserre, André : *Henri Druet, fondateur du radicalisme vaudois et homme d'Etat suisse, 1799-1855*. Lausanne 1960, 324 p. (Bibl. hist. vaud. XXIV).

#### MÉMOIRES

- Kern, Johann-Konrad : *Souvenirs politiques (1833-1883)*. Berne 1887, 383 p.
- Olivier, Urbain : *Campagne de Bâle, septembre et octobre 1847. Sonderbund - Valais, novembre et décembre 1847*. Journaux de route publiés par Frank Olivier, Lausanne 1943, XIII + 343 p.

## TABLE DES MATIÈRES

<i>Avant-propos</i> . . . . .	3
<i>Abréviations</i> . . . . .	6
<i>Introduction : Le Sonderbund en Suisse et en Valais</i> . . . . .	7
<i>I. - Nomination de Delarageaz comme représentant fédéral</i> . . . . .	16
Biographie. - Motifs de sa nomination. - Buts de sa mission.	
<i>II. - Les premiers jours de l'occupation fédérale</i> . . . . .	25
Entrée des troupes en Valais. - Assemblée populaire du 2 décembre 1847. - Scission du gouvernement provisoire.	
<i>III. - Activité du gouvernement provisoire - Elections du 16 décembre 1847</i> . . . . .	35
Arrêtés et décrets du gouvernement provisoire. - Action des Représentants dans le canton avant les élections. - Elections du 16 décembre.	
<i>IV. - Désarmement et problème des frais de guerre</i> . . . . .	41
Le désarmement pendant le mois de décembre. - Le clergé et les frais de guerre. - Les Représentants fédéraux au Grand-Saint-Bernard. - Intervention des Représentants fédéraux auprès de la Diète en faveur du Valais.	
<i>V. - Le Grand Conseil entre en fonction</i> . . . . .	49
Les Représentants fédéraux au Grand Conseil. - Elaboration de la nouvelle Constitution et du décret de sécularisation des biens du clergé. - Votations populaires du 16 janvier 1848.	
<i>VI. - Le dernier mois de l'occupation militaire</i> . . . . .	56
Impatience de Delarageaz. - Solution du problème des frais de guerre.	
<i>Conclusion</i> . . . . .	60
<i>Annexes :</i>	
<i>I. - Biographie de Louis-Henri Delarageaz, deuxième partie (1848-1891)</i> . . . . .	62
<i>II. - Discours de Delarageaz du 28 décembre 1847</i> . . . . .	63
<i>Sources et bibliographie</i> . . . . .	68
<i>Table des matières</i> . . . . .	72